



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 21 du 1er juin 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1er juin 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	705
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	705
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	705
Bureau des usagers de la route.....	705
Arrêté du 22 mai 2012 portant agrément sous le n° 54-29 d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière.....	705
Arrêté du 22 mai 2012 portant agrément sous le n° 54-30 d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière.....	706
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	706
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	706
Arrêté du 23 mai 2012 modifiant l'arrêté du 30 mars 2010 portant dissolution du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'Houdreville.....	706
Bureau des procédures environnementales.....	707
Arrêté du 4 mai 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par exploitation du Puits Ranney situé sur la commune de Liverdun, par la commune de Pompey ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	707
Arrêté inter-préfectoral n° 2012-1026 du 21 mai 2012 autorisant la société ArcelorMittal Géo Lorraine à procéder à des travaux de levés de mesures géophysiques par sismique réflexion et sismique réfraction 2D dans le département de la Meuse et le département de la Meurthe-et-Moselle, dans le cadre du permis exclusif de recherches de formations souterraines naturelles présentant les qualités requises pour constituer des réservoirs étanches ou susceptibles d'être rendus tels en vue du stockage de dioxyde de carbone à destination industrielle dit « Permis Ouest Lorraine ».....	711
Arrêté du 23 mai 2012 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la restructuration du centre commercial « La Cascade » sur le territoire des communes de Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf.....	716
Arrêté du 24 mai 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux souterraines du forage communal sur et au bénéfice de la commune de Flin ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	717
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	720
DIRECTION INTERREGIONALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	720
Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville - Décision du 6 mars 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	720
Centre de Détention de Toul - Décision du 25 mai 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	723
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	725
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	725
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-032 en date du 29 mai 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de démolition de bâtiment sur les aires de Toul-Chaudeney et Toul-Dommartin sur A31.....	725
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-033 en date du 31 mai 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation des chaussées de la RN4, sens Nancy-Strasbourg, entre les PR 30+800 et 37+500, ainsi que des bretelles de l'échangeur Lunéville-centre.....	726
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	728
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	728
Etablissements de santé.....	728
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0546 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	728
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0547 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	729
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0548 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012.....	730
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0549 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	731
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0550 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012.....	731
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0551 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012.....	732
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0552 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	733
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0553 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Jœuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	733
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0554 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	734
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0555 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	735
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0556 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	736
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0573 du 21 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	736
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	737
Service produits de santé et biologie.....	737
Arrêté N° 2012-0330 du 6 avril 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (57 000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7.....	737
Arrêté N° 2012-0383 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) enregistrée sous le N° 32.....	740
Arrêté N° 2012-0384 du 2 mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 503 1.....	741
Arrêté N° 2012-0385 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le N° 06.....	743
Arrêté N° 2012-0386 du 2 mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation N° 54-73.....	744
Arrêté N° 2012-0557 du 15 mai 2012 portant autorisation de regroupement de deux officines de pharmacie à Pont Saint Vincent (54550) - Licence N° 54#001068.....	745
Arrêté N° 2012-0562 du 16 mai 2012 portant autorisation de regroupement de deux officines de pharmacie à Tucquegnieux (54640) - Licence N° 54#001069.....	746
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	747
Arrêté n° 2012-0559 en date du 15 mai 2012 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	747
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	751
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	751
SSRE / DOETH.....	751
Décision du 26 mars 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (SARL CONSEIL-PC.FR - 54360 Blainville-sur-l'Eau).....	751

Décision du 26 avril 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (CAP-REPASSAGE - 54540 Saint-Maurice-aux-Forges).....	751
Décision du 21 mai 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (STENEGRI - 54270 Essey-lès-Nancy).....	752
Décision du 21 mai 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (MAÏ ' COACH - 54000 Nancy).....	752
Récépissé de déclaration du 22 mai 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/524419793 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. BELLEC Yves - 54200 Lucey).....	752
Récépissé de déclaration du 22 mai 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/SIREN 750997538 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. VOMSCHEID Frédéric - 54710 Ludres).....	753
Décision SP/2012-01 du 22 mai 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne (M. MATERA Éric - 54200 Toul).....	753
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	754
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	754
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/242 du 11 mai 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Ochey.....	754
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/245 du 4 mai 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Morfontaine.....	754
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/269 du 21 mai 2012 portant nomination du Comité Départemental d'Expertise.....	755
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/281 du 23 mai 2012 fixant les normes usuelles et les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de Meurthe-et-Moselle.....	755
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	762
Arrêté DDT-PECHE 2012/009 du 27 février 2012 instituant des réserves de pêche en 2012 sur le Woigot et le ruisseau de la Vallée.....	762
Arrêté DDT-PECHE 2012/015 du 5 avril 2012 instituant deux réserves de pêche en 2012 sur l'Orne dans les communes de Valleroy et Homécourt.....	763
TRANSPORTS - SECURITE.....	763
Arrêté 2012/DDT/TS/034 du 16 mai 2012 réglementant temporairement la circulation durant les travaux de réfection des enrobés de l'Autoroute A31 du PR 186,500 au PR 203,700 dans le sens Dijon -> Nancy et du PR 213 au PR 199,200 dans le sens Nancy-> Dijon pendant la période du 21 mai au 28 juin 2012.....	763
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	765
SERVICE JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	765
Arrêté du 23 mai 2012 portant agrément des associations sportives locales.....	765
AUTRES SERVICES.....	765
TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY.....	765
Contentieux de la tarification sanitaire et sociale - Recours N° 11-014 NC 54 : Association HOSPITALOR contre Président du conseil général de Meurthe et Moselle (arrêté du 25 mai 2011 – EHPAD Les Iris – Onville).....	765
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	767
AUTRES SERVICES.....	767
CENTRE HOSPITALIER DE LORQUIN.....	767
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	767
Avis de concours sur titres du 18 mai 2012 pour le recrutement de six Ouvriers Professionnels Qualifiés « Spécialité Conduite de Véhicules ».....	767

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des usagers de la route***Arrêté du 22 mai 2012 portant agrément sous le n° 54-29 d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ;

VU le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU le décret n° 2012-688 du 7 mai 2012 relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Monsieur Mathieu DAHLER, représentant légal de l'établissement VAUBAN FORMATIONS ;

VU l'avis émis en date du 10/05/2012 par la commission départementale de la sécurité routière ;

CONSIDERANT que le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière, dispose de nouvelles conditions à la délivrance d'un agrément pour organiser des stages de sensibilisation à la sécurité routière, dont le suivi par l'exploitant d'une formation à la gestion technique et administrative ;

CONSIDERANT que le décret n° 2012-688 du 7 mai 2012 relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière, prolonge le délai de mise en conformité avec la nouvelle réglementation jusqu'au 31/12/2012 dans l'attente d'un arrêté d'application à paraître ;

CONSIDERANT que tout détenteur d'un agrément doit demander son renouvellement, s'il veut le voir renouveler, avant le 31/12/2012 conformément aux dispositions du décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

CONSIDERANT que M. DAHLER a fait sa demande d'agrément datée du 20/12/2011, avant la parution de l'arrêté d'application susmentionné, et donc que l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire s'applique au présent agrément jusqu'à son renouvellement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : VAUBAN FORMATIONS, situé 20 rue de la Commanderie à NANCY (54000) représenté par son responsable légal M. Mathieu DAHLER, est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractonnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -29.

Article 2 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Article 3 : Les stages ont lieu dans l'endroit suivant :

- à MESSEIN (54850) : Restaurant du Breuil, ZAC Du Breuil, rue Préfet Claude Erignac

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 : Le présent agrément est valable jusqu'au 31/12/2012.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise :

- au directeur départemental des territoires (délégué à l'éducation routière),

- au maire de MESSEIN,

- à Monsieur Mathieu DAHLER.

Nancy, le 22 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Dans les deux mois à compter de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits:

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.*

- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme. Le ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, direction de la sécurité et de la circulation routières, sous direction de l'éducation routière, bureau de permis de conduire - ER(2) Arche sud – 92055 La Défense cédex.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de modification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Arrêté du 22 mai 2012 portant agrément sous le n° 54-30 d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L.223-5 et suivants ;

VU le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU le décret n° 2012-688 du 7 mai 2012 relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire ;

VU l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 février 2004 relatif aux documents établis à l'occasion du suivi des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

VU la demande d'agrément permettant de conduire des actions de sensibilisation à la sécurité routière destinées aux conducteurs responsables d'infraction présentée par Madame Oceanne ELTER, représentante légale de l'établissement SERVICES O POINTS ;

VU l'avis émis en date du 10/05/2012 par la commission départementale de la sécurité routière ;

CONSIDERANT que le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière, dispose de nouvelles conditions à la délivrance d'un agrément pour organiser des stages de sensibilisation à la sécurité routière, dont le suivi par l'exploitant d'une formation à la gestion technique et administrative ;

CONSIDERANT que le décret n° 2012-688 du 7 mai 2012 relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière, prolonge le délai de mise en conformité avec la nouvelle réglementation jusqu'au 31/12/2012 dans l'attente d'un arrêté d'application à paraître ;

CONSIDERANT que tout détenteur d'un agrément doit demander son renouvellement, s'il veut le voir renouveler, avant le 31/12/2012 conformément aux dispositions du décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

CONSIDERANT que Mme. ELTER a fait sa demande d'agrément datée du 12/01/2012, avant la parution de l'arrêté d'application susmentionné, et donc que l'arrêté du ministre de l'équipement du 25 juin 1992 relatif à la formation spécifique des conducteurs en vue de la reconstitution partielle du nombre de points initial de leur permis de conduire s'applique au présent agrément jusqu'à son renouvellement ;

CONSIDERANT que le dossier présenté est conforme aux dispositions réglementaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : SERVICES Ô POINTS, situé 9 rue des romains à TETING SUR NIED (57385) représenté par sa présidente Madame Oceanne ELTER, est agréé pour assurer l'organisation des stages de formation spécifique destinés aux conducteurs infractonnistes dans le cadre du permis de conduire à points, sous le numéro 54 -30.

Article 2 : Les modalités d'organisation et de fonctionnement des stages devront être conformes aux dispositions du décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière.

Article 3 : Les stages ont lieu dans l'endroit suivant :

- à PONT-A-MOUSSON (54700) : Maison de la Formation, 8 rue de la poterne

Avant le 31 janvier de chaque année, il sera transmis :

- pour l'année écoulée, le programme, le contenu et le calendrier des stages réalisés, les effectifs de stagiaires accueillis et la liste des formateurs employés ;

- pour l'année en cours, le programme, le contenu et le calendrier prévisionnel des stages et la liste des formateurs pressentis.

Article 4 : Le présent agrément est valable jusqu'au 31/12/2012.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera transmise :

- au directeur départemental des territoires (délégué à l'éducation routière),

- au maire de PONT-A-MOUSSON,

- à Madame Oceanne ELTER.

Nancy, le 22 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Dans les deux mois à compter de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits:

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme. Le ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, direction de la sécurité et de la circulation routières, sous direction de l'éducation routière, bureau de permis de conduire - ER(2) Arche sud – 92055 La Défense cédex.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de modification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 23 mai 2012 modifiant l'arrêté du 30 mars 2010 portant dissolution du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'Houdreville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'Houdreville ;

VU le courrier du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle demandant au préfet de fixer la répartition des sommes figurant au compte 110 aux trois communes membres du syndicat d'une part et aux comptes 1021, 10222, 1068 et 1323 à la commune d'Houdreville d'autre part ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 30 mars 2010 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour le dépôt de matériaux d'Houdreville est modifié comme suit :

L'article 2 est complété comme suit :

La somme de 9 049,77 € figurant en solde créditeur du compte 110 est répartie entre les communes d'Hammeville, Houdreville et Vézelize au prorata du nombre d'habitants.

Les sommes inscrites en soldes créditeurs des comptes 1021 pour 594,09 €, 10222 pour 4 554,50 €, 1068 pour 26 413,53 € et 1323 pour 4 005 € sont versées à la commune d'Houdreville en contrepartie des terrains qui lui ont été cédés à l'euro symbolique.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et les maires des communes d'Hammeville, Houdreville et Vézelize sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 23 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 4 mai 2012 portant : 1°) **Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par exploitation du Puits Ranney situé sur la commune de Liverdun, par la commune de Pompey ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Pompey du 5 novembre 2007 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Puits Ranney à Liverdun ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 19 septembre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Puits Ranney sur Liverdun par la commune de Pompey ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de mai 2010 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Pompey le 21 mai 2010 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 28 octobre 2011 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 12 avril 2012 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Pompey énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Pompey ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par exploitation du Puits Ranney sur la commune de Liverdun, par la commune de Pompey ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par exploitation du Puits Ranney en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;

2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ce point d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et de la qualité de l'eau, en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X	Y	Z
Puits Ranney	Liverdun	Parcelles 2 et 3 section AM	02294X0096	877 491	2 424 686	190

Article 4 : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 2200 m³/j et 803 000 m³/an.

Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 : Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 : Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 : Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du Puits Ranney est situé sur la commune de Liverdun et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Liverdun	AM	Fontaine La Duchesse	2
Liverdun	AM	Fontaine La Duchesse	3
Surface totale du périmètre			77 a 07 ca

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée du Puits Ranney est situé sur les communes de Liverdun, Pompey et Frouard et concerne les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Liverdun	AM	Fontaine La Duchesse	13
Liverdun	AM	Fontaine La Duchesse	12
Liverdun	AM	Fontaine La Duchesse	5
Liverdun	AN	Les Longues Raies	32
Liverdun	AN	Les Longues Raies	31
Liverdun	AN	Les Longues Raies	Ancien canal
Frouard	AP	Fontaine La Duchesse	Ancien canal
Surface totale du périmètre			15 ha 90 a 17 ca

Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont et doivent rester la propriété de la commune de Pompey. En raison de l'impossibilité d'accès au site autrement que par voie fluviale et de la situation de l'ouvrage en zone inondable, ce périmètre ne sera pas clôturé.

Ils ne doivent être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

La surface du périmètre de protection immédiate est déboisée et régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôt de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 : Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) non utilisé pour la production publique d'eau destinée à la consommation humaine ou destiné à la surveillance de l'aquifère capté.</p> <p>10.1.2 La création de puits d'infiltration et de forage ou d'installations de géothermie à l'exception des activités visées à l'article 10.1.8.</p> <p>10.1.3 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations autres que celles visées à l'article 10.1.7.</p> <p>10.1.4 L'ouverture et l'agrandissement de carrières.</p> <p>10.1.5 La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p>10.1.6 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p> <p>10.1.7 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations et exhaussements de sol liés aux travaux de protection des captages d'eau potable, au fonctionnement des ouvrages d'intérêt général (réseaux eau potable, conduites de gaz existantes, électricité, téléphone, câble, réserve incendie) et aux travaux expressément autorisés, s'il est démontré l'absence d'impact potentiel des installations sur l'écoulement des eaux superficielles et souterraines sur le plan quantitatif ou qualitatif.</p> <p>10.1.8 Tout sondage de reconnaissance lié à des projets expressément autorisés. Il doit être réalisé dans les règles de l'art afin d'empêcher la mise en relation de formations aquifères (sus- ou sous-jacentes) avec la nappe d'eau exploitée et rebouché lorsque son usage aura cessé.</p>

10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>10.2.2 L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.</p> <p>10.2.3 Les stockages de produits destinés aux cultures (voir rubriques 10.3.1 et 10.4.1).</p>	

10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires.</p> <p>10.3.2 L'épandage de tout produit phytosanitaire dont la présence dans l'eau captée est confirmée (molécule mère et/ou métabolite(s)) par deux analyses successives du contrôle sanitaire à une teneur supérieure ou égale à 50 % de la limite de qualité, par le laboratoire agréé pour le contrôle des eaux.</p>	

10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques, y compris fumier, ou de synthèse ou engrais minéraux.</p> <p>10.4.2 L'épandage d'engrais organiques.</p>	

10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.5.1 L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.</p> <p>10.5.2 L'infiltration des eaux de ruissellement en provenance des aires, voies de circulation et aires de stationnement.</p>	

10.6 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.</p> <p>10.6.2 Les campings, caravansings et annexes.</p> <p>10.6.3 La création ou l'agrandissement de cimetières.</p> <p>10.6.4 Les silos produisant des jus de fermentation.</p> <p>10.6.5 Les bâtiments d'élevage et d'engraissement.</p>	<p>10.6.6 Les ouvrages d'intérêt général (réseaux eau potable, conduites de gaz, électricité, téléphone, câble, réserve incendie) sont admis si l'absence d'impact potentiel sur l'écoulement des eaux superficielles et souterraines sur le plan quantitatif et qualitatif, est établie.</p>

10.7 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
Elevage 10.7.1 Le pacage des animaux. Epandage Voir rubriques 10.3.2 et 10.4.2 Pratiques culturales 10.7.2 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat. 10.7.3 La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées.	

10.8 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier. 10.8.2 Le traitement des forêts par voie chimique. 10.8.3 Le stockage ou l'épandage de produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance. 10.8.4 Le stockage de bois coupé sous dispositif d'aspersion. 10.8.5 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).	

10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	10.9.1 La construction et la modification des voies de circulation (routes, voies ferroviaires, voies navigables) : les travaux devront prendre en compte l'existence de la ressource en eau potable et prévoir, si nécessaire, un dispositif d'assainissement des eaux pluviales, et de collecte et de confinement d'un polluant en cas d'accident.

10.10 - Activités de loisirs	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
Chasse / Gibier 10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 200 mètres des captages (aires d'affouragement et d'agrainage...) 10.10.2 Toute création et tout entretien de souilles artificielles. 10.10.3 L'utilisation de produits répulsifs. Camping 10.10.4 Le camping, le caravanning et les habitations légères de loisir.	

Article 11 : Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous seront réalisés dans le délai de deux ans :

- Mise en place de panneaux sur les berges signalant l'interdiction d'accès ;
- Etude de la mise en place d'un dispositif d'alerte commun aux collectivités dépendant du même aquifère ;
- Démontage des installations inutiles dans la station de traitement ;
- Mise en place d'une margelle sur la dalle de la station de pompage pour éviter que les eaux de nettoyage ne tombent dans le puits.

Article 12 : Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Pompey, Liverdun et Frouard sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 : Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de commune de Liverdun pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Liverdun conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 15 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 16 : Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection, afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 17 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 : Abrogation

Est abrogé l'arrêté préfectoral du 20 août 1980 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux et de la dérivation des eaux en vue de l'alimentation en eau potable.

Article 19 : Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/10000^e des périmètres de protection rapprochée ;
- Annexe 2 : Plan parcellaire au 1/2000 des périmètres de protection immédiate et rapprochée ;
- Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 20 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 21 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières ;
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement ;
- au service de la navigation du nord-est ;
- à réseau ferré de France, direction régionale Alsace-Lorraine ;
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse ;
- à voies navigables de France, direction nord-est ;
- à la chambre d'agriculture.

Article 22 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Liverdun, le maire de la commune de Pompey et le maire de la commune de Frouard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté inter-préfectoral n° 2012-1026 du 21 mai 2012 autorisant la société ArcelorMittal Géo Lorraine à procéder à des travaux de levés de mesures géophysiques par sismique réflexion et sismique réfraction 2D dans le département de la Meuse et le département de la Meurthe-et-Moselle, dans le cadre du permis exclusif de recherches de formations souterraines naturelles présentant les qualités requises pour constituer des réservoirs étanches ou susceptibles d'être rendus tels en vue du stockage de dioxyde de carbone à destination industrielle dit « Permis Ouest Lorraine »

Le Préfet de la Meuse,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.229-27 à L.229-31 et R. 229-57 à R.229-63,

VU le code minier, notamment les articles L.121-1 et L.411-3,

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives -RGIE-,

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (JO du 13 juillet 2010), notamment son article 80-III,

VU le décret du 3 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse,

VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2011-1411 du 31 octobre 2011 relatif au stockage géologique de dioxyde de carbone à des fins de lutte contre le changement climatique, modifiant le code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel en date du 19 octobre 2011 -JO du 4 novembre 2011 - accordant à la société ArcelorMittal Géo Lorraine un permis exclusif de recherches de formations souterraines naturelles présentant les qualités requises pour constituer des réservoirs étanches ou susceptibles d'être rendus tels en vue du stockage de dioxyde de carbone à destination industrielle dit « Permis Ouest Lorraine »,

VU la déclaration en date du 1er mars 2012, reçue et enregistrée le 2 mars 2012 par la préfecture de la Meuse, par laquelle la société ArcelorMittal Géo Lorraine dont le siège social est situé 1 à 5 rue Luigi Chérubini, 93200 Saint-Denis déclare vouloir procéder à des travaux de recherches portant sur la réalisation de levés de mesures géophysiques par sismique réflexion et sismique réfraction en 2 dimensions-2D - sur les communes de :

- Ambly-sur-Meuse, Aubréville, Azannes-et-Soumazannes, Beaumont-en-Verdunois, Belleville-sur-Meuse, Belrupt-en Verdunois, Béthincourt, Billy-sous-Mangiennes, Bouligny, Boureuilles, Brabant-sur-Meuse, Braquis, Bras-sur-Meuse, Champneuville, Charpentry, Chattancourt, Cheppy, Clermont-en-Argonne, Combres-sous-les-Côtes, Consenvoye, Cuisy, Cumières-le-Mort-Homme, Damvillers, Dannevoux, Dieue-sur-Meuse, Dombas, Dommary-Baroncourt, Domremy-la-Canne, Duzey, Esnes-en-Argonne, Etain, Fresnes-en-Woëvre, Froidos, Fromeréville-les-Vallons, Fromezey, Génicourt-sur-Meuse, Gincrey, Gouraincourt, Gremilly, Grimaucourt-en-Woëvre, Hannonville-sous-les-Côtes, Harville, Haudainville, Haumont-près-Samogneux, Herbeuville, Herméville-en Woëvre, Lanhères, Lavoye, Mangiennes, Marcéville-en-Woëvre, Marre, Merles-sur-Loison, Mogeville, Montfaucon-d'Argonne, Moranville, Morgemoulin, Mouilly, Moulainville, Moulotte, Muzeray, Nantillois, Neuville-en-Argonne, Peuvillers, Pilon, Ranzières, Rarécourt, Réville-aux-Bois, Riaville, Romagne-sous-les-Côtes, Rouvres-en-Woëvre, Rupt-sur-Othain, Saint-Hilaire-en-Woëvre, Saint-Laurent-sur-Othain, Saint-Rémy-la-Calonne, Samogneux, Saulx-les-Champlon, Septsarges, Sivry-sur-Meuse, Sorbey, Spincourt, Vacherauville, Varennes-en-Argonne, Vaudoncourt, Vaux-lès-Palameix, Verdun, Véry, Ville-devant-Chaumont, Ville-en-Woëvre, Villers-les-Mangiennes, Villers-sous-Pareid, Vittarville et Warcq, dans le département de la Meuse,
- Affléville, Allamont, Béchamp, Brainville, Colmey, Friaucourt, Gondrecourt-Aix, Grand-Failly, Hannonville-Suzemont, Jeandelize, Mouaville, Puxe et Thumeréville dans le département de Meurthe-et-Moselle,

VU les engagements, la notice d'impact, les plans et autres documents produits à l'appui de la déclaration,
VU le courrier de la préfecture de la Meuse en date du 6 mars 2012 adressé à la société ArcelorMittal Géo Lorraine portant acte de la recevabilité de la déclaration,
VU l'avis des services intéressés et de l'autorité militaire,
VU les rapports et avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – DREAL en date du 16 avril 2012,
VU le courrier en date du 23 avril 2012 de la préfecture de la Meuse à la société ArcelorMittal Géo Lorraine portant propositions de prescriptions techniques,
VU l'absence de réponse, dans le délai imparti, de la société ArcelorMittal Géo Lorraine au courrier du 23 avril 2012 du préfet de la Meuse,
CONSIDÉRANT qu'en application de l'article 80-III de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, « les permis exclusifs de recherches de stockage souterrain de dioxyde de carbone délivrés conformément à l'article 3-1 du code minier (ancien), dont la demande est intervenue avant l'entrée en vigueur de la présente loi, valent permis exclusif de recherches de formation souterraines aptes au stockage géologique de dioxyde de carbone »,
CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L 229-29 du code de l'environnement, « les formations souterraines aptes au stockage géologique de dioxyde de carbone sont assimilées à des mines ou gisements miniers, les travaux de recherche de formations souterraines aptes au stockage géologique de dioxyde de carbone sont assimilés aux travaux de recherches de mines, et le périmètre fixé par décision d'octroi d'un permis exclusif de recherche de formations souterraines aptes au stockage géologique de dioxyde de carbone est assimilé à un périmètre minier »,
CONSIDÉRANT que les travaux envisagés les plus importants sont prévus sur le département de la Meuse,
CONSIDÉRANT que, en application de l'article 9 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié susvisé, l'instruction de la déclaration d'ouverture de travaux relève du préfet de la Meuse,
CONSIDÉRANT que les travaux projetés par ArcelorMittal Géo Lorraine sont soumis à déclaration en application de l'article 4-1° du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié susvisé,
CONSIDÉRANT que les travaux projetés par ArcelorMittal Géo Lorraine sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts énumérés à l'article L.161-1 (ex article 79) du code minier, nécessitant, de ce fait, des prescriptions particulières,
SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse et de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Objet de l'arrêté

Il est donné acte à la société ArcelorMittal Géo Lorraine, dénommée l'explorateur, de la déclaration d'ouverture de travaux de recherches portant sur la réalisation de levés de mesures géophysiques par sismique réflexion et sismique réfraction en 2 dimensions -2D- dans les conditions définies au dossier produit à l'appui de sa déclaration susvisée et sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

Article 2 : Objet des travaux

Les travaux projetés consistent en l'acquisition de mesures géophysiques par sismique réflexion et sismique réfraction : méthodes de prospection permettant d'avoir une connaissance sur les structures géologiques du sous sol, par analyse des ondes élastiques (acoustiques) qui se propagent dans le sol. Les méthodes employées provoquent un ébranlement donnant naissance à des ondes sismiques détectées à leur retour par des géophones judicieusement disposés à la surface du sol, à proximité du point d'émission.

Pour ce faire des véhicules lourds, équipés d'une plaque vibrante sillonnent le territoire, suivant un trajet bien défini (sismique réflexion).

Un dispositif de « chute de charge », est susceptible d'être également employé (sismique réfraction).

La grille des profils sismiques programmés est annexée au présent arrêté.

Toute utilisation d'explosifs est interdite dans le cadre des opérations de sismique envisagées.

Article 3 : Situation géographique des travaux

Le tracé des lignes sismiques représente 340 km environ, dont 310 km environ dans le département de la Meuse et 30 km environ dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Les véhicules lourds, empruntent principalement des routes et des chemins existants. Quant aux géophones, ceux-ci sont susceptibles d'être implantés sur les propriétés privées voisines des routes et chemins empruntés.

Les opérations projetées portent sur le ban des 105 communes suivantes, dont 92 sont situées dans le département de la Meuse et 13 dans le département de Meurthe-et-Moselle :

Département de la Meuse :

- Arrondissement de Verdun: Ambly-sur-Meuse, Aubréville, Azannes-et-Soumazannes, Beaumont-en-Verdunois, Belleville-sur-Meuse, Belrupt-en-Verdunois, Béthincourt, Billy-sous-Mangiennes, Bouligny, Boureuilles, Brabant-sur-Meuse, Braquis, Bras-sur-Meuse, Champneuville, Charpentry, Chattancourt, Cheppy, Clermont-en-Argonne, Combres-sous-les-Côtes, Consenvoye, Cuisy, Cumières-le-Mort-Homme, Damvillers, Dannevoux, Dieue-sur-Meuse, Dombras, Dommary-Baroncourt, Domremy-la-Canne, Duzey, Esnes-en-Argonne, Etain, Fresnes-en-Woëvre, Froidos, Fromeréville-les-Vallons, Fromezey, Génicourt-sur-Meuse, Gincrey, Gouraincourt, Gremilly, Grimaucourt-en-Woëvre, Hannonville-sous-les-Côtes, Harville, Haudainville, Haumont-près-Samogneux, Herbeuville, Hérnéville-en-Woëvre, Lanhères, Mangiennes, Marcéville-en-Woëvre, Marre, Merles-sur-Loison, Mogeville, Montfaucon-d'Argonne, Moranville, Morgemoulin, Mouilly, Moulainville, Moulotte, Muzeray, Nantillois, Neuville-en-Argonne, Peuvillers, Pillon, Rarécourt, Réville-aux-Bois, Riaville, Romagne-sous-les-Côtes, Rouvres-en-Woëvre, Rupt-sur-Othain, Saint-Hilaire-en-Woëvre, Saint-Laurent-sur-Othain, Saint-Rémy-la-Calonne, Samogneux, Saulx-les-Champlon, Septsarges, Sivry-sur-Meuse, Sorbey, Spincourt, Vacherauville, Varennes-en-Argonne, Vaudoncourt, Verdun, Véry, Ville-devant-Chaumont, Ville-en-Woëvre, Villers-les-Mangiennes, Villers-sous-Pareid, Vittarville et Warcq ;

- Arrondissement de Bar-le-Duc: Lavoye ;

- Arrondissement de Commercy: Ranzières et Vaux-lès-Palameix.

Département de Meurthe-et-Moselle :

- Arrondissement de Briey: Affléville, Allamont, Béchamp, Brainville, Colmey, Friaucourt, Gondrecourt-Aix, Grand-Failly, Hannonville-Suzemont, Jeandelize, Mouaville, Puxe et Thumeréville.

Les opérations de levés de mesures géophysiques se déroulent principalement à l'intérieur du périmètre du permis de recherches attribué par arrêté ministériel du 19 octobre 2011 susvisé.

S'agissant des communes de Charpentry et Varennes-en-Argonne (Meuse), pour la partie située hors du périmètre du permis exclusif de recherches, la partie de ligne sismique définie, d'une longueur de 3,7 km environ, ne comportera que des géophones. Aucun point «vibré» ne sera pratiqué, sur cette partie de ligne.

Dans les zones urbanisées, le tracé de l'acquisition sismique pourra être adapté, en fonction des impératifs de sécurité, des infrastructures, de la configuration des rues et du gabarit des véhicules utilisés. Ces adaptations du tracé seront préalablement portées à la connaissance du préfet (DREAL).

Article 4 : Directeur technique des travaux

Préalablement aux travaux, l'explorateur porte à la connaissance du préfet (DREAL) le nom et les fonctions de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, à qui il délègue personnellement la responsabilité de l'application effective des dispositions réglementaires, et pour le représenter vis-à-vis de l'administration. A défaut, il est réputé personnellement chargé de la direction technique des travaux, jusqu'à désignation par lui d'une personne qualifiée.

La désignation d'une personne physique responsable ne peut dégager entièrement la responsabilité de l'explorateur, conformément aux dispositions de l'article 15 du titre «Règles Générales» du règlement général des industries extractives - RGIE.

Tout remplacement de la personne physique chargée de la direction technique des travaux désignée ci-dessus doit être déclaré, dans les 24 heures, au préfet (DREAL).

Article 5 : Qualification et formation du personnel

Le personnel intervenant ainsi que les responsables d'encadrement doivent être parfaitement formés pour la fonction ou les tâches qui leurs sont imparties et doivent avoir reçu une formation pratique et appropriée à la sécurité.

Au moins un titulaire d'un brevet de secourisme est présent sur chaque chantier pendant la durée des travaux.

De même, il convient, a minima, dans le cas d'intervention d'une entreprise spécialisée d'origine étrangère, qu'une personne du personnel, de cette dernière ou de l'explorateur, parlant couramment le français et la dite langue étrangère, soit présente en permanence sur le site.

L'explorateur s'assure que le personnel intervenant au cours des différentes opérations possède bien les qualifications requises.

Article 6 : Plan de prévention

Préalablement au déroulement des travaux, un plan de prévention est établi et validé avec l'ensemble des entreprises intervenantes, conformément à l'article 8 du titre «Entreprises Extérieures» du RGIE.

L'explorateur procède à la déclaration d'emploi d'entreprises extérieures, conformément aux dispositions de l'article 6 dudit titre.

L'explorateur informe par les moyens les plus appropriés (courrier, messagerie électronique, télécopie) le préfet (DREAL), deux (2) jours francs avant, du début et de la fin des travaux.

Article 7 : Règlement général des industries extractives – RGIE

Les dispositions du règlement général des industries extractives -RGIE-, institué par décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié, plus particulièrement celles des titres «Règles Générales», «Entreprises Extérieures», «Équipements de travail», «Bruit», «Équipements de protection individuel», s'appliquent.

Article 8 : Information du public

Sur chaque chantier, fixe ou mobile, un exemplaire du présent arrêté est en permanence disponible pour être présenté à toute demande des autorités (forces de l'ordre, administrations, maires, gestionnaires de réseaux,...).

Une information du public concerné par les opérations est réalisée à l'initiative de l'explorateur par, à minima, un affichage lisible sur les lieux, mentionnant les références de l'arrêté, les travaux projetés (plan, ...), la durée desdits travaux, les horaires et les coordonnées du responsable.

Cette information est faite au minimum 7 jours francs avant le démarrage des opérations.

Article 9 : Occupation temporaire de la surface

Préalablement au démarrage des travaux portant sur des propriétés privées, l'explorateur doit être en mesure de justifier auprès du préfet (DREAL), qu'il dispose, soit du titre de propriété des parcelles concernées par les travaux, soit du consentement du propriétaire (convention de mise à disposition) des dites parcelles. En cas de convention de mise à disposition, celle-ci doit être signée conjointement par la société ArcelorMittal Géo Lorraine et le(s) propriétaire(s) des terrains et porter, a minima, sur la période couvrant la durée des travaux fixée à l'article 28 du présent arrêté.

Article 10 : Autres autorisations. Information

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives nécessaires, notamment celles relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (code de l'environnement) et aux opérations d'occupation temporaire du domaine public (Direction Inter-régionale des routes de l'Est, Conseils généraux, communes, ...), dont l'explorateur aura à se pourvoir, en tant que de besoin, préalablement à toute exécution des travaux intéressés. Ces autorisations sont tenues à la disposition du préfet (DREAL) et des autorités.

Une information préalable, voir dans certains cas, une déclaration d'intention de travaux (DICT) des gestionnaires des réseaux (gaz, électricité, assainissement, eau, télécommunication, canalisation, ...) et des infrastructures traversées (réseau ferré, ...) , est également à prévoir par l'explorateur.

Article 11 : Opérations dans les « Zones rouges »

Préalablement aux opérations à mener dans ou à proximité des « Zones rouges » issues de la carte des zones détruites au cours de la guerre de 1914-1918 dans le nord et l'est de la France, l'explorateur se rapproche du service interministériel de défense et de protection civile de la Meuse, des services du ministère de la défense et du centre interdépartemental de déminage de Metz afin de convenir des modalités appropriées à mettre en place.

Le chef du centre interdépartemental de déminage de Metz est systématiquement associé aux réunions concernant les travaux touchant à ces zones, afin de définir les tâches incombant à l'explorateur et au service de déminage, notamment vis à vis de la problématique de la détection des munitions.

Préalablement, à la demande et en concertation avec ces services, un plan d'intervention est établi.

L'explorateur s'assure, au préalable, de la couverture des téléphones cellulaires sur tous les lieux d'opération de la zone.

Préalablement aux opérations à proximité du champ de tir de Wavrille (Meuse), l'explorateur se met en relation et coordonne ses travaux avec les services du ministère de la défense, base de défense de Verdun, quartier Griebauval à Thierville (Meuse).

Article 12 : Opérations dans le périmètre du parc naturel régional de Lorraine, zones Natura 2000, ZNIEFF, ZICO, RAMSAR, paysages remarquables

Préalablement aux opérations dans ou à proximité du périmètre du parc naturel régional de Lorraine, des zones Natura 2000, ZNIEFF, ZICO, RAMSAR, Paysages remarquables identifiés, l'explorateur informe le gestionnaire concerné et convient des modalités pratiques éventuelles à mettre en place.

Les périodes d'intervention dans ces zones sont arrêtées en concertation et d'un commun accord avec le gestionnaire de ces zones et la direction départementale des territoires de la Meuse.

Une évaluation des incidences des travaux sur les sites Natura 2000 est à établir préalablement aux travaux, en application de l'article R.414-19 3° du code de l'environnement et contenir les éléments demandés à l'article R.414-23 dudit code. Les enjeux susceptibles d'être impactés significativement doivent être détaillés pour chaque zone traversée et les mesures prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables doivent être détaillées. Ce document, auquel est annexé une carte présentant le positionnement des travaux envisagés avec une précision au 1/50000ème au minimum, au mieux 1/25000ème, est adressé, en trois (3) exemplaires, au préfet (DREAL), trois (3) mois avant le démarrage des travaux dans ces zones.

S'agissant des espèces protégées, articles L.411-1 et suivants du code de l'environnement, l'impact potentiel des travaux dans les trois ZNIEFF doit être étudié. Ce document est adressé, en trois (3) exemplaires, au préfet (DREAL), trois (3) mois avant le démarrage des travaux dans ces zones.

Les opérations programmées doivent, dans la mesure du possible, avoir lieu après la période de reproduction (août à septembre) afin de préserver les espèces protégées dans les secteurs sensibles répertoriées.

Toute opération de débroussaillage doit, au préalable, être portée à la connaissance et recueillir l'accord du gestionnaire de la zone concernée et du propriétaire du sol.

Dans ces périmètres, il convient d'éviter au maximum le passage des véhicules « lourds » sur les chemins de terre, particulièrement lors ou après les pluies automnales, afin de réduire les risques d'atteinte aux milieux naturels.

Le camp de base, destiné à l'entretien et au stationnement des véhicules, est implanté le plus éloigné possible des habitations et des zones naturelles sensibles répertoriées, de préférence sur une zone d'activité existante. Son lieu d'implantation est portée à la connaissance du préfet (DREAL).

Article 13 : Impact sur les milieux aquatiques

Afin d'éviter toute atteinte aux milieux, les interventions mécaniques avec engins, de quelque nature que ce soit, sont interdites dans le lit mineur des cours d'eau, berges comprises. Les lignes de géophones sont implantées en aérien, sans reposer sur le fond du lit mineur.

Pour le franchissement de la Meuse et la Chiers, les câbles des lignes de géophones doivent, de la même manière, éviter de passer dans le lit mineur du cours d'eau. Par ailleurs, toute installation destinée à faciliter le franchissement et ayant une incidence sur le lit mineur ou les berges est interdite.

Tous les travaux sont suspendus pendant les périodes d'inondation.

Article 14 : Impact sur l'agriculture et l'exploitation forestière

L'explorateur veille à inclure l'ensemble des propriétaires et exploitants des parcelles agricoles et forestières traversées et potentiellement traversées dans les actions de communication préalables qu'il a prévues (opération de permittage et réunions d'information). Ces échanges doivent avoir lieu le plus en amont possible afin de permettre une évaluation complète et précise des impacts potentiels et la définition des mesures de prévention adaptées.

L'office national des forêts (ONF), les chambres d'agriculture, le centre régional de la propriété forestière (CRPF) sont associés à la définition des mécanismes de dédommagement pour les propriétaires forestiers privés.

Article 15 : Impact sur la chasse

Au même titre que les exploitants agricoles et forestiers, les chasseurs, au travers de leurs associations, sont pleinement intégrés aux opérations de communication et de concertation préalables aux travaux. Ces échanges doivent inclure la fédération départementale des chasseurs, les associations listées à la page 124/127 de la notice d'impact annexée à la déclaration, ainsi que les associations communales de chasse agréées (ACCA) et les détenteurs de plans de chasse présents sur les territoires traversés.

L'aspect relatif au non respect des minimas imposés dans les plans de chasse, consécutif aux opérations projetées, sont à prendre en compte lors des discussions de concertation.

L'explorateur veille à éviter, dans la mesure du possible, les mois d'octobre à février, ou à prévenir, suffisamment à l'avance, les détenteurs des plans de chasse concernés afin qu'ils puissent modifier leurs jours de chasse en fonction du calendrier des travaux.

Les travaux étant susceptibles de provoquer des fuites de populations de gibiers pouvant également causer des dégâts aux cultures et forêts, ces éléments doivent être abordés lors des discussions avec les exploitants agricoles et forestiers.

Article 16 : Autres impacts identifiés

Les risques de mouvements de terrains identifiés au niveau de la Chiers, les risques de chutes de masses de rochers identifiés sur les communes de Colmey et Grand-Failly et les cavités identifiées sont à prendre en compte dans le cadre des travaux projetés dans ces secteurs.

Article 17 : Opérations dans ou à proximité des communes du bassin ferrifère nord lorrain comportant des aléas miniers.

17.1 Réseaux de surveillance microsismique en zone minière

Préalablement aux opérations, dans ou à proximité des anciens périmètres miniers dotés d'un dispositif de surveillance microsismique, l'explorateur informe, au minimum 72 h à l'avance, la DREAL et l'INERIS- École des mines, Parc de Saurupt, CS14234, 54042 Nancy cedex.

17.2 Communes comportant des aléas miniers identifiés

Préalablement aux opérations sur ou à proximité des communes de Affléville, Brainville et Friaucourt (Meurthe-et-Moselle) et Boulogny et Dommary-Baroncourt (Meuse), l'explorateur informe, au minimum 72h à l'avance, la DREAL.

17.3 Mesures à prendre

Afin de limiter l'impact des vibrations sur ces aléas et sur le réseau de microsismique, une analyse préventive spécifique est réalisée pouvant amener l'opérateur à réduire la puissance des vibrations, voir dans certains cas à supprimer certains points d'émission.

Article 18 : Période des travaux

Les opérations ne sont autorisées que les jours ouvrés de la semaine, entre 8h00 et 18h00. Dans les agglomérations et zones urbanisées, ceux-ci sont limités à la période 8h00-12h00 et 13h00-18h00.

Les opérations sont strictement interdites les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 19 : Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques de pollution des eaux et des sols, notamment lors des interventions sur les engins de chantier en cas de panne sur la voie publique et les chemins empruntés.

Les interventions d'entretien courant des engins et véhicules utilisés ne peuvent être pratiquées que dans des locaux ou endroits spécialement aménagés à cet effet.

Dans les locaux aménagés pour la réparation et l'entretien des engins et matériels utilisés:

1)- Tout stockage d'un liquide inflammable susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de la rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés dans le milieu naturel ou le réseau d'assainissement local ; ils seront éliminés comme des déchets visés à l'article 22 du présent arrêté.

2)- Le sol des aires et locaux est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et de nettoyage des installations et les produits répandus accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.

Article 20 : Prévention contre les émissions de poussières

L'explorateur prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de poussières lors de la circulation des engins et des véhicules. Les engins et véhicules sortant des chemins ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. A cet effet, des dispositions telles que le nettoyage des roues ou des routes (balayeuse) sont prévues en cas de besoin.

Article 21 : Lutte contre les émissions sonores et les vibrations

21.1 Bruits

Les travaux sont menés de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les véhicules de transport au code de la route, les engins de chantier à l'arrêté ministériel du 11 avril 1972 modifié).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Il pourra être demandé à l'explorateur, si nécessaire, de procéder à une campagne de mesures des émissions sonores au voisinage des zones habitées.

21.2 Vibrations

Les opérations ne doivent pas être à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

On entend par construction avoisinante les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute activité humaine et les monuments. Afin de limiter l'impact des vibrations sur les constructions, une analyse préventive spécifique aux ouvrages rencontrés est réalisée pouvant amener l'explorateur à réduire la puissance des vibrations, voir dans certains cas à supprimer certains points d'émission.

L'explorateur pourra se référer aux règles techniques édictées par la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il pourra être demandé à l'explorateur, si nécessaire, de procéder à une campagne de mesures au voisinage des zones habitées. Les mesures sont faites selon la méthodologie définie par la circulaire rappelée supra.

Article 22 : Déchets

Les déchets produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Il est effectué la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement dans les filières spécifiques.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégées des eaux météoriques.

Les déchets produits sont valorisés ou éliminés dans des installations régulièrement autorisées ou agréées conformément aux dispositions du livre V, titre IV du code de l'environnement et des textes pris en son application. L'explorateur doit veiller à leur bonne élimination même s'il a recours au service d'un tiers. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier. Ces documents sont tenus à la dispositions du préfet (DREAL). Une synthèse précisant de façon détaillée les déchets produits, liquides ou solides, leur composition approximative, les enlèvements, les quantités et leur modalité d'élimination finale sera annexée au rapport de fin de travaux visé à l'article 25.2 du présent arrêté.

Tout brûlage à l'air libre est strictement interdit.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'explorateur s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux règlements en vigueur.

Il s'assure avant tout enlèvement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

Article 23 : Sécurité publique

Les opérations menées sur la voie publique (routes nationales, départementales ou communales) font l'objet d'un plan et d'une signalisation appropriée (barrières, panneaux, marquage, feux lumineux, ...), établis en accord avec le gestionnaire du réseau et les maires des communes concernées.

Tout balisage par peinture, même par peinture biodégradable, dans les zones reconnues sensibles définies à l'article 12 du présent arrêté, est, dans la mesure du possible, à éviter.

Les travaux projetés sur la voie publique étant assimilé à un « chantier mobile », un « arrêté de circulation » est à introduire préalablement. Dans sa demande l'explorateur précise les routes déviées et leurs déviations. Le train d'engins doit être signalé comme un chantier, conformément aux instructions en vigueur (SETRA, manuel du chef de chantier).

Des réunions d'information et, éventuellement, une information dans la presse locale seront organisées préalablement, à l'initiative de l'explorateur.

Article 24 : Dispositions relatives à l'archéologie préventive

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie, ...) devra être immédiatement portée à la connaissance du service régional de l'archéologie de Lorraine – 6, place de Chambre 57045 METZ cedex1 – tél: 03 8756 41 00, soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie et de la préfecture concernées, en application du titre III de la loi du 27 septembre 1945.

Les vestiges découverts ne devront pas être détruits.

Toute poursuite des opérations ne pourra, dans ce cas, se faire qu'après accord de ce service.

Article 25 : Rapport hebdomadaire et de fin de travaux

25.1 Rapport hebdomadaire

Un rapport hebdomadaire des opérations réalisées la semaine n et programmées la semaine n+1 est transmis à la DREAL, en début de chaque semaine n+1.

Le rapport comporte, à minima les éléments suivants: communes concernées par les opérations, nom de(s) entreprise(s) intervenante(s), parcours empruntés (plan à une échelle exploitable), routes déviées et déviations mises en place, type de zones traversées définies aux articles 11 à 17 du présent arrêté, le type d'opération menée, les horaires de travail, les incidents ou accidents survenus.

25.2 Rapport de synthèse final

L'explorateur adresse au préfet (DREAL), dans le délai de quatre (4) mois compté à partir de la fin des opérations, un rapport de synthèse (en 3 exemplaires) sur les opérations réalisées et les résultats acquis.

Ce rapport comprend :

- l'indication du nom du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et de l'entreprise qui a réalisé les levés ;
- celle de l'objet du levé, de la méthode et des appareils utilisés ;
- les résultats des mesures, y compris les calculs de correction et tous les renseignements nécessaires pour permettre d'en apprécier la signification ;
- copie des cartes, ou schéma résumant les résultats des mesures.

Article 26 : Modifications apportées aux travaux de recherches

Toute modification apportée par l'explorateur à son mode d'exploration définie dans le dossier de déclaration, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, préalablement, à la connaissance du préfet et de la DREAL. Au vu des éléments présentés, le préfet prend un arrêté de prescriptions complémentaires ou fait connaître à l'explorateur qu'il doit déposer une nouvelle déclaration qui sera instruite dans les mêmes conditions que la déclaration initiale.

Les adaptations du tracé, dans les zones urbanisées notamment, telles que définies à l'article 3 du présent arrêté, ne sont pas à considérer comme des changements notables des éléments du dossier de déclaration initiale. Ces adaptations, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, sont néanmoins préalablement portées à la connaissance du préfet (DREAL).

Article 27 : Incidents, accidents

L'explorateur est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à la DREAL les accidents et incidents survenus du fait des opérations qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, à la sécurité du personnel, à la sécurité publique, à la salubrité publique, à la protection de l'environnement, à la protection des eaux superficielles ou souterraines, à la protection des sites.

Parallèlement, tout accident ou incident survenant sur la voie publique, directement ou indirectement, du fait des opérations en cours, fait également l'objet d'une déclaration immédiate auprès des services de l'ordre (gendarmerie ou police national, selon le cas), du maire de la commune concernée et du gestionnaire de l'infrastructure.

De même, tout incident survenant sur un réseau du fait des opérations fait également l'objet d'une déclaration immédiate auprès du maire de la commune concernée et du gestionnaire du réseau.

Article 28 : Durée de l'autorisation. Arrêt de travaux.

La présente autorisation est accordée pour une durée de douze (12) mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Toute prolongation de la durée des travaux doit préalablement être portée à la connaissance du préfet de la Meuse, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. Au vu des éléments présentés, le préfet prend un arrêté de prescriptions complémentaires ou fait connaître à l'explorateur qu'il doit déposer une nouvelle déclaration qui sera instruite dans les mêmes conditions que la déclaration initiale.

Article 29 : Possibilités de recours

Le présent arrêté, dans les délais de deux (2) mois, compté à partir de sa date de notification, peut faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique, devant le Préfet de Région ;
- contentieux, devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 30 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage aux maires des communes concernées par les travaux visés à l'article 3 du présent arrêté.

Article 31 : Notification et exécution de l'arrêté

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse, le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société ArcelorMittal Géo Lorraine et transmis à titre d'information à :

- Madame le sous-préfet de Briey,
- Madame le sous-préfet de Commercy,
- Monsieur le sous-préfet de Verdun,
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,
- Madame la déléguée départementale de l'agence régionale de santé de la Meuse,
- Monsieur le délégué territorial de l'agence régionale de santé de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le directeur départemental des territoires de la Meuse,
- Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le chef du service interministériel de défense et de protection civile de la Meuse,
- Monsieur le président du parc naturel régional de Lorraine,
- Monsieur le général commandant la 6ème région militaire.

Bar-le-Duc, le 21 mai 2012
Le Préfet de la Meuse,
Colette DESPREZ

Nancy, le 21 mai 2012
Le Préfet de Meurthe et Moselle,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 23 mai 2012 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la restructuration du centre commercial « La Cascade » sur le territoire des communes de Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L11-1 à L11-8, R11-1 à R11-3, R11-14-1 à R.11-14-15, R11-19 à R11-31;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-19;

VU le code de l'urbanisme;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU la délibération du 19 novembre 2004 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy décidant à l'unanimité l'engagement du projet de rénovation urbaine sur sept des principaux quartiers d'habitat social de l'agglomération, dont le Plateau de Haye, regroupant les quartiers Champ-le-Boeuf, Haut-du-Lièvre, Solvay et les Aulnes, et classé en zone franche urbaine depuis le 1er janvier 2004;

VU la délibération du 21 décembre 2006 du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy autorisant son président à signer la convention à intervenir avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (A.N.R.U) et la signature de la convention A.N.R.U. du 19 janvier 2007 et ses avenants du 24 avril 2009, 24 juin 2009 et 27 mai 2010;

VU la convention du 4 août 2010 entre la communauté urbaine du Grand Nancy et l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA), bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique, définissant les engagements de chacune des parties concernant le projet;

VU les délibérations du conseil d'administration d'EPARECA du 25 février 2009 et du 16 décembre 2009 relatives à l'engagement d'investissement sur le projet précité et autorisant notamment son directeur général à engager les procédures au sens des dispositions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU l'avis en date du 4 novembre 2011 de l'autorité compétente en matière d'environnement;

CONSIDÉRANT la demande du 4 juillet 2011 de l'établissement public EPARECA, maître d'ouvrage, sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de restructuration du centre commercial « La Cascade » à Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf;

CONSIDÉRANT que j'ai ordonné par arrêté préfectoral du 29 décembre 2011, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé, du 23 janvier au 22 février 2012 inclus ;

CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 8 mars 2012 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet de restructuration du centre commercial La Cascade à Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf;

CONSIDÉRANT, après analyse du dossier soumis à enquête publique et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur sur ce projet et de l'avis émis par l'autorité compétente en matière d'environnement, que les avantages du projet l'emportent sur les inconvénients;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les travaux nécessaires à la restructuration du centre commercial La Cascade à Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf, sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, EPARECA.

Article 3 : L'acquisition par l'établissement public EPARECA des lots de copropriété nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

Article 4 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : Conformément aux dispositions prévues par l'article L11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, la présente décision tient lieu de déclaration de projet et est accompagnée d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes de Laxou et Maxéville pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'établissement public EPARECA, les maires des communes de Laxou et Maxéville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information à :

- Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy ;

- M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Jean-Marie VOIRIOT, commissaire enquêteur.
Nancy, le 23 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**Document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération
(article L.11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)**

Le présent document accompagne l'arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique le projet de restructuration du centre commercial « La Cascade », situé sur le territoire des communes de Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf, et expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de ce projet

1. Objet de l'opération :

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique de renouvellement urbain définie par la loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, la communauté urbaine du Grand Nancy (CUGN) a engagé en novembre 2004 un programme de rénovation urbaine (PRU) sur sept des principaux quartiers d'habitat social de l'agglomération, dont le « Plateau de Haye ». Cet engagement s'est concrétisé par la signature d'une convention le 19 janvier 2007 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le projet de renouvellement urbain du « Plateau de Haye » consiste à requalifier l'offre commerciale sur ce territoire. Cette requalification passe notamment par la restructuration des centres commerciaux existants dont celui dénommé « La Cascade », situé à la périphérie Ouest de Nancy sur le territoire des communes de Laxou et Maxéville.

A cet effet, la CUGN a demandé le 4 août 2003 à l'Etablissement public d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) d'intervenir sur ce centre commercial.

EPARECA, établissement public créé en 1998 en application de la Loi du Pacte de Relance pour la Ville, a pour mission d'accompagner les collectivités locales dans la reconquête de leurs zones commerciales et artisanales de proximité, au sein des quartiers en difficulté, afin d'améliorer le cadre de vie et restaurer le lien social.

2. Motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique:

Le projet de restructuration du centre commercial « La Cascade » est situé dans le quartier du « Champ-le-Boeuf ». L'habitat du quartier, d'une population totale de 6000 habitants, est constitué de près de 50 % de résidents en logements sociaux.

Après restructuration, le centre commercial, d'une superficie de 33 545 m², sera constitué de trois bâtiments reliés par un mail piétonnier et équipé d'un parking commun. Le projet consiste à ouvrir un passage piéton public en supprimant les parties communes de la galerie commerciale existante.

Les cellules commerciales seront réorganisées avec :

- la démolition d'une partie du bâtiment existant; l'actuelle galerie commerciale sera en partie démontée pour permettre la création de deux mails piétonniers à ciel ouvert;

- la rénovation de la surface conservée;

- la construction d'un nouveau bâtiment qui sera occupé par le magasin « Lidl ».

Les mails piétonniers seront équipés d'auvents qui supporteront les enseignes de commerces. Le parking sera entièrement réaménagé et agrémenté de plantations.

Le projet, qui sera raccordé au réseau d'assainissement existant, s'inscrit dans une démarche de développement durable avec le respect de la volumétrie du bâtiment existant et l'utilisation de matériaux écologiques, la conception des bâtiments issue d'une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) et des économies d'énergie.

Le coût de ces aménagements est prévu à hauteur de 10,4 millions d'euros.

Le projet de restructuration du centre commercial « La Cascade » permettra de:

- remédier à l'absence d'entretien du centre commercial actuel, lequel présente un certain vieillissement et une forme d'inadéquation entre le bâti, l'organisation intérieure, l'offre commerciale et son fonctionnement urbain;

- doter le quartier de Champ-le-Boeuf d'un nouvel équipement commercial participant à l'amélioration de l'habitat dans le cadre d'une approche globale de la gestion urbaine de proximité et de la politique de la Ville;

- améliorer l'accès direct au centre commercial par l'avenue des 4 Vents, desservie par le Rond-Point du Madon;

- établir un plan de composition commerciale;

- lutter contre l'insécurité.

Ce projet s'inscrit en cohérence avec l'ensemble des documents d'urbanisme en vigueur.

3. Avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et conclusions de l'enquête publique

L'avis du 4 novembre 2011 du préfet de la région Lorraine, au titre de l'autorité environnementale, fait apparaître que l'étude d'impact répond aux exigences réglementaires et aux enjeux liés à l'environnement. Toutefois, certaines précisions gagnant à être développées, celle-ci ont fait l'objet d'une note complémentaire à l'étude d'impact par le maître d'ouvrage en janvier 2012.

Cette note développe les points relatifs à l'évaluation des incidences Natura 2000 (le projet est situé en dehors de ces sites), aux aménagements paysagers et au diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition.

Le commissaire enquêteur indique dans son rapport que l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique s'est déroulée dans de très bonnes conditions et aucune personne n'a émis oralement ou par écrit un avis défavorable au projet. Il a donné un avis favorable au projet sans réserve, ni recommandation, le 8 mars 2012. Dans ces conditions, le projet qui a été soumis à l'enquête ne fait l'objet d'aucune modification, ni adaptation.

Compte-tenu des éléments énoncés ci-dessus, et dans l'intérêt général, le projet de restructuration du centre commercial « La Cascade », situé sur le territoire des communes de Laxou et Maxéville, quartier Champ-le-Boeuf, est déclaré d'utilité publique.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour

Nancy, le 23 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 24 mai 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux souterraines du forage communal sur et au bénéfice de la commune de Flin ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 consolidé portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 consolidé portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Flin du 8 novembre 2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage communal à FLIN ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi en novembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage communal sur et au bénéfice de la commune de FLIN ;

VU les pièces du dossier d'enquête à laquelle il a été procédé dans la commune de FLIN ;

VU le registre d'enquête et les pièces attestant le bon déroulement de l'enquête ;

VU l'avis du commissaire enquêteur émis le 07 décembre 2011 à l'issue de l'enquête ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 12 avril 2012 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de FLIN le 26 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de FLIN énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de FLIN ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par le forage communal sur et au bénéfice de la commune de FLIN, dénommée ci-après "la collectivité" ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la collectivité :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le forage communal ;
- 2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que les servitudes associées à ces périmètres.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Nom du captage	Commune d'implantation	N° de parcelle	Code BSS	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X	Y	Z
Forage communal	FLIN	11, section ZC	02697X0036	919 510	2 397 306	262

Article 4 : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 65 000 m³/an soit 180 m³/j à raison de 15 m³/h maximum tel que défini par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 : Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 : Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 : Définition des périmètres de protection

Les plans parcellaires et les états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate du forage communal et du réservoir de distribution.

8-1 - Périmètre de protection immédiate du forage communal

Le périmètre de protection immédiate du forage communal est situé sur la commune de FLIN et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
FLIN	ZC	La Voie de Deneuvre	11 pour partie
			12 pour partie
Surface totale du périmètre			1 a 76 ca

8-2 - Périmètre de protection immédiate du réservoir de distribution

Le périmètre de protection immédiate du réservoir de distribution est situé sur la commune de FLIN et concerne la parcelle suivante :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
FLIN	ZE	La Grande Haie	132
Surface totale du périmètre			5 a 07 ca

Article 9 : Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Flin et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, etc.) n'y est autorisé.

Article 10 : Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous sont réalisés dans le délai de deux ans :

- la pose de clôture autour des périmètres de protection immédiate ;
- l'obturation dans les règles de l'art de l'ancien forage situé dans la station de traitement de déferrisation ;
- la réalisation d'une inspection vidéo pour surveiller le vieillissement du forage ;
- l'enlèvement des dépôts divers situés à proximité de la station de déferrisation.

Le remplacement des branchements en plomb est poursuivi.

La surveillance de l'état du tubage du forage fera l'objet d'une inspection à minima décennale. Une copie du rapport de contrôle sera transmis à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 11 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de FLIN est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 12 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 13 : Traitement

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de déferrisation puis de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 14 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15 : Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/5000° de localisation du forage communal
- Annexe 2 : Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate
- Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate

Article 16 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 17 : Publicité

Le présent arrêté est affiché à la mairie de Flin pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au plan local d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Flin conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 18 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- au tribunal administratif.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé,

le directeur départemental des territoires et le maire de la commune de FLIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville - Décision du 6 mars 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

Le Chef d'Etablissement du Centre Pénitentiaire de Nancy-Maxéville,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24.

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 6 décembre 2011 nommant Monsieur MASSARD Yannick, en qualité de chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE.

Monsieur MASSARD Yannick, Chef d'établissement du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE

DECIDE

Délégation permanente est donnée à :

Article 1er : Mme Laure PERRIN, Directrice des services pénitentiaires, Adjointe au chef d'établissement

Article 2 : Mme Paloma CASADO TORRES, Directrice des services pénitentiaires

Article 3 : M. Mickaël MERCI, Directeur des services pénitentiaires

Article 4 : Mme Irène KOMAN, Attachée d'administration

Article 5 : Mme Marie-Adelaïde WAGNER, Attachée d'administration

Article 6 : M. Francky BLOSCHE, Directeur technique

Article 7 : Mme Edith LOCATELLI, Capitaine pénitentiaire, Responsable UHSI

Article 8 : M. Armand MATHE, Capitaine pénitentiaire, Responsable de l'UHSA

Article 9 : M. Alain BONIN, Lieutenant pénitentiaire

Article 10 : M. Olivier CHEREAU, Lieutenant pénitentiaire, Chef de détention

Article 11 : M. Karl DESPAUX, Lieutenant pénitentiaire

Article 12 : M. Didier LECLERC, Lieutenant pénitentiaire

Article 13 : M. Jean-Claude MARX, Capitaine pénitentiaire

Article 14 : Mme Frédérique MATTHYS, Lieutenant pénitentiaire

Article 15 : M. Johan MINY, Lieutenant pénitentiaire

Article 16 : Mme Myriam PRIN, Capitaine pénitentiaire

Article 17 : M. Pierre RAMETTE, Lieutenant pénitentiaire

Article 18 : M. Dominique BANSEPT, Premier surveillant

Article 19 : M. René BONHOMME, Premier surveillant

Article 20 : M. Brice BOULE, Premier surveillant

Article 21 : Mme Corinne CESARI, Première surveillante

Article 22 : M. Emmanuel CESARI, Major pénitentiaire

Article 23 : M. Francis CLAUDE, Premier surveillant

Article 24 : M. Wilfrid CORDIER, Premier surveillant

Article 25 : M. Rémi CRETON, Premier surveillant

Article 26 : M. Yves DALMART, Major pénitentiaire

Article 27 : M. Steve DANDREY, Premier surveillant

Article 28 : M. Alain DELANNAY, Premier surveillant

Article 29 : M. Eric DUPLAN, Premier surveillant

Article 30 : M. Pierre GALLET, Premier surveillant

Article 31 : Mme Sylvie GRANIER, Première surveillante

Article 32 : M. Eric HEMON, Premier surveillant

Article 33 : M. Emile HERZIG, Premier surveillant

Article 34 : M. Raphaël JEANNOT, Major pénitentiaire

Article 35 : M. Hervé KLEIN, Major pénitentiaire

Article 36 : M. Fabien LEFEBVRE, Premier surveillant

Article 37 : M. Didier LUDMANN, Major pénitentiaire

Article 38 : M. Eric MADELEINE, Premier surveillant

Article 39 : M. Frédéric MARCELOT, Premier surveillant

Article 40 : M. Jean-Sébastien MOUREY, Premier surveillant

Article 41 : Mme Fabienne MUTZ, Première surveillante

Article 42 : M. Nicolas PARISOT, Premier surveillant

Article 43 : M. François PELLICORI, Premier surveillant

Article 44 : M. Frédéric PERY, Premier surveillant

Article 45 : M. Marc ROUERS, Premier surveillant

Article 46 : M. Janick SERVEAUX, Premier surveillant

Article 47 : M. Serge VAGNOL, Premier surveillant

Article 48 : M. Eddy VINCENT, Premier surveillant

aux fins de signer au nom du Directeur du Centre Pénitentiaire de NANCY-MAXEVILLE, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Nancy, le 6 mars 2012

Le Directeur,
Yannick MASSARD

[illegible]

Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D 443-2	•	•	•							•	•								
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R.57-9-8	•	•	•							•	•								
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art. 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 /11/ 2009	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•			
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux qui sont organisés par l'Education Nationale	D 436-2	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•			•	•				
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement.	D 436-3	•	•	•	•	•	•								•	•				
Signature d'un pacte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R.57-9-2	•	•	•	•	•	•				•	•			•	•				
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D 432-3	•	•	•											•	•				
Déclassement ou suspension d'un emploi	D 432-4	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•			
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D 443-2	•	•	•							•	•								
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R.57-9-8	•	•	•							•	•								
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D 124	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•			
Retrait, en cas d'urgence, de la mesure de surveillance électronique de fin de peine et réintégration du condamné	D 147-30-47	•	•	•	•	•	•													
Décision d'utilisation de la dotation de protection d'urgence	Note 15/06/ 2009	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•			•	•	•			

Nancy, le 6 mars 2012

Le Directeur,
Yannick MASSARD**Centre de Détention de Toul - Décision du 25 mai 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles**

Le Directeur du Centre de Détention de Toul,

VU le décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,
 VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1,

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Messieurs Patrick COLLIGNON et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché de l'Administration de l'Etat, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Claude CHRISTOPH, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. Lionel BARBIER, lieutenant
- M. Damien DEMANGE, lieutenant
- M. Christian ECKER, capitaine
- M. Didier PETITJEAN, capitaine
- M. Philippe ROBET, capitaine

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, major
- M. AUBRY Philippe, 1er surveillant
- M. CARBONI Jean-Raymond, 1er surveillant
- M. DIDELOT Hervé, 1er surveillant
- M. DJERFI Brahim, 1er surveillant
- M. FERINO Laurent, 1er surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1er surveillant
- Mme MALARME Christelle, major
- M. MULLER Patrick, 1er surveillant
- M. POIRSON Gérard, 1er surveillant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 25 mai 2012

Le Directeur,
F. GERVAIS

Le Directeur du Centre de Détention de Toul donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjointes	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1ers surveillants
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	X	X		X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X	X		X		
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D.390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP						
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X	X		X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP						
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X			X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP						
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X			X	X	
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP						
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP						
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP						
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP						
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D.444-1 CPP						

Toul, le 25 mai 2012

Le Directeur,
F. GERVAIS

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-032 en date du 29 mai 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de démolition de bâtiment sur les aires de Toul-Chaudeney et Toul-Dommartin sur A31

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 15/05/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'information de APRR en date du 25 avril 2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 29 mai 2012 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 15/05/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES PR. ET SENS	PR 232,500 aire de Toul-Dommartin et Toul-Chaudeney	
SECTION	TOUL - NANCY	
NATURE DES TRAVAUX	Démolition bâtiment d'accès passerelle existante	
PERIODE GLOBALE	Du 29 au 31 mai 2012 de 21h à 6h et du 5 au 7 juin 2012 de 21h à 6h	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation voie de droite sens 1 - Fermeture de l'aire de Toul-Chaudeney Neutralisation voie de droite sens 2 - Fermeture de l'aire de Toul-Dommartin	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - la société SOTRAVER	MISE EN PLACE PAR : - la société de SOTRAVER sous surveillance du CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	29 au 31 mai 2012 de 21h à 6h	AK5 PR 230,000 sens 1	Neutralisation voie de droite - Fermeture bretelle d'accès à l'aire de Toul-Chaudeney	
	05 au 07 juin 2012 de 21h à 6h	AK5 PR 233,200 sens 2	Neutralisation voie de droite - Fermeture bretelle d'accès à l'aire de Toul-Dommartin	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de APRR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 29 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-033 en date du 31 mai 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réhabilitation des chaussées de la RN4, sens Nancy-Strasbourg, entre les PR 30+800 et 37+500, ainsi que des bretelles de l'échangeur Lunéville-centre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 25/05/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 09/05/2012 ;

VU l'avis de la commune de Hériménil en date du 11/05/2012 ;

VU l'avis de la commune de Moncel-lès-Lunéville en date du 07/05/2012 ;

VU l'information des communes de Lunéville, Réhainviller, Xermaménil, Gerbéviller et Fraimbois en date du 03/05/2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 29/05/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 25/05/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Route Nationale 4	
POINTS REPERES (PR)	Département 54 PR 30+800 à 37+500 + Échangeur de Lunéville-centre	
SENS	Sens 1 (Nancy - Strasbourg)	
SECTION	Vitrimont à Moncel-lès-Lunéville	
NATURE DES TRAVAUX	Fraisage et application d'enrobés sur 13 cm en section courante et sur 6 cm pour l'échangeur	
PERIODE GLOBALE	Du 4 juin au 22 juin 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement de la circulation du sens Nancy-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Nancy et fermeture de bretelles de l'échangeur de Lunéville-Centre	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Fraisage et application des enrobés				
1	Du 04 juin au 07 juin 2012 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	RN4 sens 1 AK5 au PR 28+000 RN4 sens 2 AK5 au PR 40+040	Basculement de la circulation du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR 29+250 et 38+280 Fermeture de l'aire de service d'Anthelupt Fermeture des bretelles d'insertion et de sortie de l'échangeur de Lunéville-centre dans le sens 1	Réduction de vitesse à 90km/h et 50km/h au niveau des ITPC Fermeture des bretelles d'insertion et de sortie de l'échangeur de Lunéville-centre dans le sens 1. Déviation : - Les usagers souhaitant emprunter la RN4 en direction de Strasbourg seront déviés par la RD914, la RD148 puis la RN59 pour retrouver la RN4. - Les usagers souhaitant sortir en direction de Lunéville-centre poursuivront sur la RN4 en direction de Strasbourg, sortiront à l'échangeur de Moncel-lès-Lunéville et emprunteront la RD590 en direction de Lunéville. - Les usagers souhaitant sortir en direction de Réhainviller poursuivront sur la RN4 en direction de Strasbourg, puis emprunteront la RN59, la RD148 et la RD914.
2	Du 07 juin au 16 juin 2012 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	RN4 sens 1 AK5 au PR 30+940 RN4 sens 2 AK5 au PR 40+040	Basculement de la circulation du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR 30+940 et 38+280 Fermeture des bretelles d'insertion et de sortie de l'échangeur de Lunéville-centre dans le sens 1	Réduction de vitesse à 90km/h et 50km/h au niveau des ITPC Fermeture des bretelles d'insertion et de sortie de l'échangeur de Lunéville-centre dans le sens 1. Déviation : - Les usagers souhaitant emprunter la RN4 en direction de Strasbourg seront déviés par la RD914, la RD148 puis la RN59 pour retrouver la RN4. - Les usagers souhaitant sortir en direction de Lunéville-centre poursuivront sur la RN4 en direction de Strasbourg, sortiront à l'échangeur de Moncel-lès-Lunéville et emprunteront la RD590 en direction de Lunéville. - Les usagers souhaitant sortir en direction de Réhainviller poursuivront sur la RN4 en direction de Strasbourg, puis emprunteront la RN59, la RD148 et la RD914.
3	Du 16 juin au 22 juin 2012 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	RN4 sens 1 AK5 au PR 34+290 RN4 sens 2 AK5 au PR 40+040	Basculement de la circulation du sens 1 sur le sens 2 entre les ITPC des PR 35+540 et 38+280	Réduction de vitesse à 90km/h et 50km/h au niveau des ITPC

4	Les 21 et 22 juin 2012 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	RN4 sens 2 AK5 au PR 36+080	Fermeture des bretelles d'insertion et de sortie de l'échangeur de Lunéville-centre dans le sens 2	Neutralisation de la voie lente. Vitesse limitée à 90 km/h pour tous les véhicules. Déviation : - Les usagers souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy seront déviés par la RN4 en direction de Strasbourg puis emprunteront la RN59 avant de faire demi-tour à l'échangeur de Fraimbois. - Les usagers souhaitant sortir en direction de Lunéville-centre sortiront à l'échangeur de Moncel-lès-Lunéville et emprunteront la RD590 en direction de Lunéville. - Les usagers souhaitant sortir en direction de Réhainviller emprunteront la RN59 à l'échangeur de Moncel-lès-Lunéville, puis la RD148 et la RD914.
---	--	-----------------------------------	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune des communes de Moncel-lès-Lunéville, Lunéville, Réhainviller, Xermaménil, Héréménil, Gerbéviller et Fraimbois ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Moncel-lès-Lunéville, Lunéville, Réhainviller, Xermaménil, Héréménil, Gerbéviller et Fraimbois.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société EUROVIA LORRAINE,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 31 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0546 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 672 455 € soit :

1) 1 608 710 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 337 722 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

26 924 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 385 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

240 155 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 524 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 38 277 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 25 468 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0547 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 686 382 € soit :

1) 1 657 075 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 447 385 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 584 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 779 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

175 833 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 494 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 7 543 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 21 764 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0548 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 467 460 € soit :

1) 467 228 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

406 114 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

11 090 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

49 663 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

361 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 232 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0549 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESSE Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESSE Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 284 268 € soit :

284 268 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

282 709 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 559 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0550 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE SUR MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 94 627 € soit :

94 627 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

94 627 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE SUR MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0551 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 118 130 € soit :

- 1) 2 993 916 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 665 696 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
45 507 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
3 381 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
274 703 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
4 629 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 76 898 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 47 232 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 84 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
84 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0552 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

A R R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 65 005 € soit :

65 005 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

65 005 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0553 du 16 avril 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 415 167 € soit :

415 167 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

233 808 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

179 146 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2 213 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0554 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 782 904 € soit :

1) 2 498 759 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 285 770 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

9 187 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

203 460 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

342 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 11 276 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 270 775 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 094 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 094 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0555 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 934 874 € soit :

1) 2 926 418 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 624 983 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

214 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

19 986 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

280 512 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

723 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 2 015 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 4 859 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
4) 1 582 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 582 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0556 du 15 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 169 054 € soit :

- 1) 2 943 031 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 889 897 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

48 747 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 387 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 220 501 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

- 3) 5 522 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0573 du 21 mai 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 907 679 € soit :

1) 28 493 049 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

25 349 775 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

91 081 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

-258 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

3 009 888 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

16 487 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

26 076 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 755 583 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 659 045 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 2 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté N° 2012-0330 du 6 avril 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (57 000) - Autorisation N° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-0447 en date du 21 Novembre 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ , enregistrée sous le n° 57-17 ;

VU l'arrêté n° 2012 -0329 en date du 6 Avril 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (57000) ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 21 Octobre 2011 et complétée les 30 novembre et 15 décembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la fermeture du site, sans activité technique, sis 129 rue Nationale - 57600 FORBACH,
- l'ouverture au public d'un site, sans activité technique, sis 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD ;

CONSIDÉRANT la visite en date du 17 Janvier 2012, préalable à l'ouverture d'un nouveau site, sis 40 rue de la Gare - 57150 CREUTZWALD, par les PHISP et pharmaciens biologistes de l'ARS de Lorraine ;

CONSIDÉRANT que le laboratoire de biologie médicale multisite est implanté sur 22 sites ouverts au public, et dont le siège social est situé 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 Metz,

CONSIDÉRANT que la SELAS ESPACEBIO réalisera, ainsi constituée et autorisée par le présent arrêté, une activité proche du seuil fixé par l'article L. 6222-3 du Code de la santé publique, susceptible, en cas d'opérations ultérieures, de présenter un risque d'atteinte à la continuité de l'offre de biologie médicale ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n°2011-447 susvisé, sont modifiées comme suit :

- 1** 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ -
N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5
Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT, Mme Elisabeth SEIWERT
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, pharmacologie et toxicologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie, bactériologie, virologie, spermologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30 et le samedi de 7h à 12h.
- 2** 14 rue Charlemagne – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3
Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 3** 23 rue Raymond POINCARÉ – 57505 SAINT AVOLD
N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9
Biologistes présents : M. Hervé BRULE
Activités réalisées : biochimie générale, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 4** 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1
Biologiste présent : M. Christophe KAJZER
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.
- 5** Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT
N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7
Biologiste présent : Melle Sarah SCHILLINGER
Activités réalisées : aucune activité technique.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.
- 6** 9 rue de Metz – 54150 BRIEY
N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9
Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET
Activités réalisées : hémostase
Activité réalisées en urgence : Biochimie, hématologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 7** 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES
N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7
Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
- 8** 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9
Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 9** 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1
Biologiste présent : M. Gérard GOS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.
- 10** 12 rue Clemenceau – 57430 SARRALBE
N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0
Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN
Activités réalisées : biochimie, immunologie, hémostase, hématologie, bactériologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00
- 11** 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7
Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30
- 12** 19-21 place Quarteau – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5
Biologistes présents : M. Richard WASELS, M. Bernard KUNTZEL
Activités réalisées : biochimie, sérologie, immunologie, hématocytologie, immunologie, hémostase, auto immunité, allergologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h30
- 13** 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3
Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

- 14** 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY
N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9
Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00
- 15** 48 place de la République – 54800 JARNY
N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3
Biologiste présent : Mme Nicole DILIGEN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 16** 44 rue Nationale – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8
Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 17** 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4
Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON
Activités réalisées : hémostase, bactériologie – virologie
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, immunologie, hématologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 18** 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING
N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2
Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 19** 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1
Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 20** 156 rue de Metz – 57535 TALANGE
N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9
Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00
- 21** 12 Place de la République – 57100 THIONVILLE
N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4
Biologiste présent : Mme Brigitte BERNAT
Activités réalisées : immunologie, hémostase
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, hématologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h00 à 12h30
- 22** 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD
N° FINESS Etablissement : 57 002 665 8
Biologiste présent : Mr Jean-Jacques SCHNEIDER
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin,
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien,
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin,
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Bernard KUNTZEL, biologiste médical, Pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical.

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté :

Le site sis 129 rue Nationale à FORBACH est fermé. (Ancien N° FINESS Etablissement : 57 002 5726)

Article 4 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – 67 070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0383 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) enregistrée sous le N° 32

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°DCTAJ n°2011-127 du 28 juillet 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région LORRAINE ;

VU l'arrêté n°2012-0290 en date du 23 mars 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » dont le siège social se situe à Thionville (57100), 13 boucle du Val Marie, enregistrée sous le n°32 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par la société d'avocats « Girault Chevalier Associés », au nom et pour le compte de la SELCA « EVOLAB », le 14 février 2012 et complétée le 17 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la cession d'action de la société EVOLAB à Madame Romane FRIOT,
- la modification de la répartition du capital social,
- l'intégration de Madame Romane FRIOT en qualité de biologiste coresponsable et de cogérante de la société ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2012-0290 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « EVOLAB »

Siège social : 13 Boucle Val du Marie
57100 THIONVILLE

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « EVOLAB » agréée sous le n°32 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 13 Boucle Val du Marie à Thionville (57100), autorisé sous le n° 57-35 et implanté sur les 20 sites ci-dessous :

- 93 rue du Président Roosevelt 57970 YUTZ
- 30 rue Nationale 57190 FLORANGE
- 17 rue Foch 57190 VILLERUPT
- 1 Place Frédéric Rau 57360 AMNEVILLE
- 13 rue du Maréchal Foch 57700 HAYANGE
- 14 rue Franiatte 57950 MONTIGNY LES METZ
- 49 place Notre Dame 57100 THIONVILLE
- 6 avenue Albert 1er 57100 THIONVILLE
- 27 place de la République 57310 GUENANGE
- 29 rue Jean Moulin 57700 HAYANGE
- ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg 57390 AUDUN LE TICHE
- 13 boucle du Val Marie 57100 THIONVILLE
- 72 avenue des Nations 57970 YUTZ
- 21 route de Guentrange 57100 THIONVILLE
- 8 C rue Raymond Mondon 57120 ROMBAS
- 1 rue de Verclay 57070 METZ
- 8 route de Thionville 57140 WOIPPY
- 33 rue des Cités Basses 54240 JOEUF
- 6 rue Ordener 54400 LONGWY
- 19 rue de Metz 57160 MOULINS LES METZ

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelyn ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Romane FRIOT, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine et le Préfet de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOLAB » 13 Boucle Val du Marie 57100 THIONVILLE, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0384 du 2 mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELCA « EVOLAB » sise 13 boucle du Val Marie à Thionville (57100) - Autorisation N° 57-35 - N° FINESSE Entité juridique : 57 002 503 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2012-0291 du 23 mars 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites sis 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970), enregistré sous le n°57-35, exploité par la SELCA EVOLAB ;

VU l'arrêté n° 2012-0383 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « EVOLAB » sise 93 rue du Président Roosevelt à Yutz (57970), enregistrée sous le n°32 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée par la société d'avocats « Girault Chevalier Associés », au nom et pour le compte de la SELCA « EVOLAB », le 14 février 2012 et complétée le 17 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur l'intégration de Madame Romane FRIOT en qualité de biologiste coresponsable au sein du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELCA « EVOLAB » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELCA « EVOLAB » (FINESSE Juridique : 570025031) dont le siège social est situé 13 boucle Val du Marie à Thionville (57100) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-35 sur les 20 sites suivants, ouverts au public :

1 13 boucle du Val Marie à THIONVILLE

N° FINESSE Etablissement : 57 002 510 6

Biologistes présents : Monsieur Guy THOUBANIOUCK et Madame Romane FRIOT

Activités réalisées : Hématologie – Biochimie – Hémostase – Bactériologie – Immunologie – Immunohématologie – Sérologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 et le samedi de 7h00h à 12h30

2 93 rue du Président Roosevelt à YUTZ

N° FINESSE Etablissement : 570025049

Biologiste présent : Monsieur Bernard BIZE

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, sérologie, bactériologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 7h à 12h.

3 30 rue Nationale à FLORANGE

N° FINESSE Etablissement : 570025056

Biologiste présent : Monsieur Pascal BOULARD

Activités réalisées : immunologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h le samedi de 7h30 à 12h

4 17 rue Foch à VILLERUPT

N° FINESS Etablissement : 540020971

Biologiste présent : Madame Evelyne ACKERMANN

Activités réalisées : toxicologie, immunologie, allergologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 7h à 12h.

5 1 Place Frédéric Rau à AMNEVILLE

N° FINESS Etablissement : 570025064

Biologiste présent : Monsieur Frédéric WEHBE

Activités réalisées : hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 7h30 à 12h.

6 13 rue du Maréchal Foch à HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 570025072

Biologiste présent : Monsieur Pierre BAUDIN

Activités réalisées : chimie, hématologie, immunologie, sérologie, bactériologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h et le samedi de 7h à 12h30.

7 14 rue Franiatte à Montigny-les-Metz

N° FINESS Etablissement : 570025080

Biologiste présent : Monsieur Serge PICARD

Activités réalisées : biochimie, allergologie, hémostase, bactériologie, sérologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h et le samedi de 7h à 12h

8 49 place Notre Dame à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 627 8

Biologiste présent : Monsieur Frédéric LORIDON

Activités réalisées : Immunologie – Biochimie – Parasitologie – Bactériologie – Hématologie - Hormonologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

9 6 avenue Albert 1er à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 628 6

Biologiste présent : Monsieur Patrice DE MONCHY

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

10 27 place de la République à GUENANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 629 4

Biologiste présent : Monsieur Jean-François ARGENSON

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

11 29 rue Jean Moulin à HAYANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 630 2

Biologiste présent : Madame Françoise PETIT

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

12 ZAC de l'Alzette – rue du Luxembourg à AUDUN LE TICHE

N° FINESS Etablissement : 57 002 631 0

Biologiste présent : Madame Laurence AULOGE-LORIDON

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

13 72 avenue des Nations à YUTZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 511 4

Biologiste présent : Monsieur Francis GIRONDEL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

14 21 route de Guenrange à THIONVILLE

N° FINESS Etablissement : 57 002 512 2

Biologiste présent : Monsieur Yves HOUPERT

Activités réalisées : Biochimie – Hématologie – Immunologie – Enzymologie – Hémostase – Bactériologie - Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

15 8 C rue Raymond Mondon à ROMBAS

N° FINESS Etablissement : 57 002 513 0

Biologiste présent : Monsieur Dominique CABY-BAER

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 7h00 à 12h00.

16 1 rue de Verclay à METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 514 8

Biologiste présent : Madame Christelle GUILLON

Activités réalisées : hématologie – hémostase

17 8 route de Thionville à WOIPPY

N° FINESS Etablissement : 57 002 544 5

Biologiste présent : Madame Anne LAURENTI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

18 33 rue des Cités Basses à JOEUF

N° FINESS Etablissement : 54 0021 243

Biologiste présent : Monsieur Richard ISRAEL

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 8h00 à 12h00

19 19 6 rue Ordener à LONGWY

N° FINESS Etablissement : 54 002 280 3

Biologiste présent : Monsieur Sylvain GAMBIRASIO

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 et le samedi de 7h30 à 12h00

20 19 rue de Metz à MOULINS LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 633 6

Biologiste présent : Monsieur Alain NICOLAI

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00 et le samedi de 7h00 à 12h00

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Dominique CABY-BAER, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Bernard BIZE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pascal BOULARD, biologiste médical, Médecin,
- Madame Evelyne ACKERMANN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric WEHBE, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Laurence LORIDON-AULOGE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Pierre BAUDIN, biologiste médical, Médecin,
- Monsieur Serge PICARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Frédéric LORIDON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Patrice DE MONCHY, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-François ARGENSON, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise PETIT, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Guy THOUBANIOUCK, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Francis GIRONDEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Yves HOUPERT, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Christelle GUILLON, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Richard ISRAEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Anne LAURENTI, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sylvain GAMBIRASIO, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain NICOLAI, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Romane FRIOT, biologiste médical, Pharmacien.

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Apprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « EVOLAB », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur de Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0385 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) enregistrée sous le N° 06

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.19 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0308 du 29 Mars 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire SIEST », enregistrée sous le n°06, dont le siège social se situe 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats, au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire SIEST » le 5 avril 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- la cession d'une action appartenant à la société MPA Finances au profit de Madame Audrey BARBIER ;
- la modification de la répartition du capital social ;
- la nomination de Madame Audrey BARBIER en qualité d'associé professionnel la SELAS « Laboratoire SIEST » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2012-0308 du 29 Mars 2012 susmentionné, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SIEST »

Siège social : 248, avenue Henri Dunant
54700 PONT A MOUSSON

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE SIEST » agréée sous le n° 06 exploite, à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (57100) inscrit sous le n° 54-73 et implanté sur les cinq sites ci-dessous :

- 248 Avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON,
- 3 rue des Aulnois – 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,
- 9 rue Fabvier – 54703 PONT-A-MOUSSON Cedex,
- 31 rue Clemenceau – 57120 CLOUANGE,
- 29 rue Saint-Laurent – 54702 PONT-A-MOUSSON.

Biologistes coresponsables :

- Madame Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,
- Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.

Biologiste médical :

- Madame Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0386 du 2 mai 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation N° 54-73

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2012-0309 du 29 mars 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisites exploité par la SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

VU l'arrêté n°2012-0385 du 2 mai 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « Laboratoire SIEST » sise 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700), enregistrée sous le n° 06 ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats, au nom et pour le compte de la SELAS « LABORATOIRE SIEST », le 5 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur la nomination de Madame Audrey BARBIER en qualité de biologiste médical au sein de la SELAS « Laboratoire SIEST »;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 1 de l'arrêté n° 2012-0309 du 29 mars 2012 sus mentionné est modifié comme suit :

1 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON (54700)

Biologiste présent : Mme Anne DOLEANS-SIEST

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h45 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

2 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54700)

Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAIN

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h, le samedi de 7h à 13h.

3 9, rue Fabvier à PONT-A-MOUSSON (54700)

Biologistes présents : Mme Marie-Madeleine GALTEAU et Mme Audrey BARBIER

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyse, hématologie, hémostase, Groupe RAI.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 13h et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 13h.

4 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530)

Biologiste présent : Mme Adeline SCHIRRA

Activités réalisées : Microbiologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h30 à 17h00, le samedi de 7h30 à 12h.

5 31, rue Clemenceau à CLOUANGE (57185)

Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERIN

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyse, hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Mme Anne DOLEANS-SIEST, biologiste médical, médecin,
- Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- M Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien,
- Mme Marie-Madeleine GALTEAU, biologiste médical, pharmacien.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Mme Audrey BARBIER, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
 - Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Section G) ;
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Lorraine, Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0557 du 15 mai 2012 portant autorisation de regroupement de deux officines de pharmacie à Pont Saint Vincent (54550) - Licence N° 54#001068

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1942 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 70 située au 36 rue nationale sur la commune de Pont Saint Vincent (54550) ;
VU la déclaration d'exploitation n° 1258 enregistrée le 1er décembre 2008 pour une exploitation effective au 1er janvier 2009 par Mme Noémie BONNEAUD, sous forme de SELARL « Pharmacie du Madon » avec pour associés non exploitants M Didier VALDER et Mme Sandrine PASQUIER, de l'officine de pharmacie sise au 34 rue Jean Jaurès sur la commune de Pont Saint Vincent (54550) ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1942 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 45 située au 42 rue nationale sur la commune de Pont Saint Vincent (54550) ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 1er juillet 2001 portant l'autorisation de transfert de la pharmacie d'officine du 40 rue Jean Jaurès au 13 rue Jean Jaurès sur la commune de Pont Saint Vincent (54550) ;
VU la déclaration d'exploitation n° 1082 enregistrée le 28 novembre 2001 pour une exploitation effective au 10 décembre 2001 par M. Didier VALDER de l'officine de pharmacie sise au 13 rue Jean Jaurès sur la commune de Pont Saint Vincent (54550) ;
CONSIDERANT la demande présentée conjointement par Madame Noémie BONNEAUD et par Monsieur Didier VALDER, docteurs en pharmacie, en vue de regrouper leurs officines de pharmacie respectives dans les locaux de l'officine de M. VALDER au 13 rue Jean Jaurès sur la commune de Pont Saint Vincent (54550), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 17 janvier 2012 ;
CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :
- L'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 28 février 2012 ;
- L'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 22 mars 2012 ;
- L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine sollicitée par courrier du 6 février 2012 ;
- L'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 29 mars 2012 ;
- L'absence d'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine sollicitée par courrier du 6 février 2012 ;
CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-15 du Code de la Santé Publique, plusieurs officines de pharmacie situées dans une même commune peuvent se regrouper au sein de l'emplacement de l'une d'elles ;
CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies compte tenu des engagements des demandeurs ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Pont Saint Vincent où se situent les deux officines dont le regroupement est projeté est de 2 000 habitants selon le recensement de la population légale en 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;
CONSIDERANT que deux officines sont installées sur la commune de Pont Saint Vincent ;
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Madame Noémie BONNEAUD et Monsieur Didier VALDER en vue de regrouper leurs officines de pharmacie respectives au 13 rue Jean Jaurès à Pont Saint Vincent (54550) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n° 54#001068.

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#00070 octroyée en date du 19 juin 1942 sera libérée dès que le regroupement sera effectif mais continuera d'être prise en compte pendant un délai de 12 ans, conformément à l'article L. 5125-15 du Code de la Santé Publique.

La licence n° 54#00045 octroyée en date du 19 juin 1942 sera libérée dès que le regroupement sera effectif mais continuera d'être prise en compte pendant un délai de 12 ans, conformément à l'article L.5125-15 du Code de la Santé Publique.

Article 6 : L'officine issue du regroupement ne peut pas être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Noémie BONNEAUD et à Monsieur Didier VALDER et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Lorraine.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2012-0562 du 16 mai 2012 portant autorisation de regroupement de deux officines de pharmacie à Tucquegnieux (54640) - Licence N° 54#001069

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1942 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 43 située rue de l'Industrie sur la commune de Tucquegnieux (54640) ;

VU la déclaration d'exploitation n° 1273 enregistrée le 14 avril 2009 pour une exploitation effective au 1er mai 2009 par Mme Nelly PAQUIN née KROPKA, sous forme de SELARL « Pharmacie KROPKA » ayant pour associé non exploitant M. Guillaume PAQUIN, de l'officine de pharmacie sise 59 rue Clémenceau sur la commune de Tucquegnieux (54640) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 mars 1975 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 397 située 1 route de Mairy sur la commune de Tucquegnieux (54640) ;

VU la déclaration d'exploitation n° 1168 enregistrée le 16 septembre 2004 pour une exploitation effective au 1er octobre 2004 par M. Guillaume PAQUIN, sous forme de SELARL « Pharmacie PAQUIN », de l'officine de pharmacie sise 1 route de Mairy sur la commune de Tucquegnieux (54640) ;

CONSIDERANT la demande présentée conjointement par Madame Nelly PAQUIN et par Monsieur Guillaume PAQUIN, docteurs en pharmacie, en vue de regrouper leurs officines de pharmacie respectives dans des locaux en construction au 8b rue Jean Jaurès sur la commune de Tucquegnieux (54640), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 26 janvier 2012 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 28 février 2012 ;
- L'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 22 mars 2012 ;
- L'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 15 mars 2012 ;
- L'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 29 mars 2012 ;
- L'absence d'avis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-15 du Code de la Santé Publique, plusieurs officines de pharmacie situées dans une même commune peuvent se regrouper dans un lieu nouveau sur cette commune ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Tucquegnieux où se situent les deux officines dont le regroupement est projeté est de 2 595 habitants selon le recensement de la population légale en 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;

CONSIDERANT que deux officines sont installées sur la commune de Tucquegnieux ;

CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Madame Nelly PAQUIN et Monsieur Guillaume PAQUIN en vue de regrouper leurs officines de pharmacie respectives au 8b rue Jean Jaurès à Tucquegnieux (54640) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001069

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé uniquement en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#00043 octroyée en date du 19 juin 1942 et la licence n° 54#00397 octroyée en date du 28 mars 1975 seront libérées dès que le regroupement sera effectif mais continueront d'être prises en compte pendant un délai de 12 ans minimum, conformément à l'article L. 5125-15 du Code de la Santé Publique.

Article 6 : L'officine issue du regroupement ne peut pas être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Nelly PAQUIN et à M. Guillaume PAQUIN et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
 et par délégation,
 Le Directeur Général Adjoint,
 Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2012-0559 en date du 15 mai 2012 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-130 en date du 7 février 2012, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Dominique BEAUMONT (Directeur Direction Autonomie et Solidarité CG 88)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Marie-Lise DUBIEF (Consommation logement et cadre de vie)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)

Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Marcel DOSSMANN (Directeur Général UDAF)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle -Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOUEAU (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)

Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin - Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME - FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME - FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSE)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Alexandre HORRACH (Directeur général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
François MORICE (Directeur Hôpital Saint Maurice Moyeuve Grande)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)

Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur SDIS de la Meuse)
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE Vice-président de l'URPS)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 15 mai 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****SSRE / DOETH****Décision du 26 mars 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (SARL CONSEIL-PC.FR - 54360 Blainville-sur-l'Eau)**

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Serge LEROY,
VU l'arrêté n° 54/2011 du 24 novembre 2011 portant subdélégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Monsieur le responsable de l'unité territoriale DIRECCTE de Meurthe-et-Moselle, parue au recueil des actes administratifs le 2 décembre 2011,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 7 mars 2012 par Monsieur DERONNE Sébastien, travailleur indépendant responsable de la SARL CONSEIL-PC FR, numéro SIRET 504 663 923 00028, sise 34 avenue Pierre Sépard 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
CONSIDÉRANT,

Qu'au vu des éléments fournis au dossier, l'entreprise ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant ses activités également aux professionnels ;

Qu'ayant pour activité la vente, ceci est contraire à l'offre de service « Assistance informatique et internet à domicile » qui précise que (...) la vente de matériels et de logiciels en sont exclus ;

Que l'adresse de contact est celle de la SARL Conseil-PC, dans laquelle l'entrepreneur est lui-même actionnaire, et dont l'activité est incompatible avec la réglementation des services à la personne,

Qu'aucune délimitation des activités entre les différentes sociétés n'a été apportée, notamment par la fourniture de convention de partenariat ou de sous-traitance.

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Monsieur DERONNE Sébastien, travailleur indépendant responsable de la SARL CONSEIL-PC.FR, numéro SIRET 504 663 923 00028, sise 34 avenue Pierre Sépard 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 26 mars 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Décision du 26 avril 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (CAP-REPASSAGE - 54540 Saint-Maurice-aux-Forges)

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 04/2012 du 26 mars 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 8 novembre 2011 par Madame DULIEU Florence, auto-entrepreneur responsable de l'entreprise individuelle CAP-REPASSAGE, numéro SIRET 535 275 655 00012, sise 9 rue de la Forge 54540 SAINT MAURICE AUX FORGES, dossier considéré complet le 20 avril 2012,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT,

Qu'au vu des éléments fournis au dossier, l'entreprise ne développe que des activités hors du domicile des particuliers. En effet, le repassage du linge, activité principale de l'entreprise, se fait au domicile de Madame DULIEU Florence. Or le seul repassage admis est celui réalisé au domicile du client (dans le cadre de l'activité « ménage/repassage »).

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame DULIEU Florence responsable de l'entreprise individuelle CAP-REPASSAGE, numéro SIRET 535 275 655 00012, sise 9 rue de la Forge à 54540 SAINT MAURICE AUX FORGES.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 26 avril 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Décision du 21 mai 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (STENEGRI - 54270 Essey-lès-Nancy)

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23 avril 2012 par Madame STENEGRI Aurélie, responsable de l'entreprise individuelle STENEGRI, numéro SIRET 47756525300028, sise Square Galle 25 rue d'Ozerailles 54270 ESSEY-LES-NANCY,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
CONSIDÉRANT,
Qu'au vu des éléments recueillis, notamment la publicité distribuée par l'entreprise dans les boîtes aux lettres des particuliers, l'entreprise individuelle STENEGRI ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant des activités telles que le ramonage, le décapage de façades et de toitures, le nettoyage et débarras de locaux. Celles-ci ne font pas partie de la liste des activités de services à la personne énumérées de manière limitative à l'article D.7231-1 du code du travail.

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame STENEGRI Aurélie, responsable de l'entreprise individuelle STENEGRI, numéro SIRET 47756525300028, sise Square Galle 25 rue d'Ozerailles à 54270 ESSEY-LES-NANCY.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 21 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Décision du 21 mai 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne (MAÏ ' COACH - 54000 Nancy)

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 16 avril 2012 par Madame VALDENNAIRE Maïté, responsable de l'entreprise individuelle MAÏ ' COACH, numéro SIRET 52360118500029, sise 264 avenue du Général Leclerc 54000 NANCY,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
CONSIDÉRANT,
Qu'au vu des éléments recueillis sur le site internet de l'entreprise individuelle MAÏ ' COACH, celle-ci ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant ses activités également aux professionnels, en cours collectif ou individuel, (« coaching sportif en salle, à domicile et en entreprise »).
Or les activités de services à la personne « cours à domicile » doivent toujours être dispensées de manière individuelle ou dans le cadre familial, à domicile.

DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame VALDENNAIRE Maïté, responsable de l'entreprise individuelle MAÏ ' COACH, numéro SIRET 52360118500029, sise 264 avenue du Général Leclerc à 54000 NANCY.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 21 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle entreprises et emploi,
Raymond DAVID

Récépissé de déclaration du 22 mai 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/524419793 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. BELLEC Yves - 54200 Lucey)

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 20/02/2012 par l'entreprise individuelle (auto entrepreneur) BELLEC Yves, sise 10, rue de Laneuveville, 54200 LUCEY.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI BELLEC Yves, sous le n° SAP/524419793.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI BELLEC Yves sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 16/05/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 22 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 22 mai 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/SIREN 750997538 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail (M. VOMSCHEID Frédéric - 54710 Ludres)

VU la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n° 2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n° 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n° 12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04/05/2012 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) VOMSCHEID Frédéric, sise 50 Grande Rue, 54710 LUDRES.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EI VOMSCHEID Frédéric, sous le n° SAP/ 750997538.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EI VOMSCHEID Frédéric sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 15/05/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 22 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Décision SP/2012-01 du 22 mai 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne (M. MATERA Éric - 54200 Toul)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n° 1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le courriel du 01/05/2012 de M. Éric MATERA, gérant de l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) MATERA Éric (SIRET n° 529678880.00012) sise 10 rue de Verdun à Toul (54200) demandant le retrait pour cessation d'activité de l'agrément simple N/05-04-11/F/054/S/010 délivré le 5 avril 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article unique : L'agrément simple N/05-04-11/F/054/S/010 délivré le 5 avril 2011 à l'entreprise individuelle MATERA Éric (SIRET n° 529678880.00012) sise 10 rue de Verdun à Toul, est retiré.

Nancy, le 22 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/242 du 11 mai 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Ochey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 1973 portant institution de l'association foncière de OCHEY ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de OCHEY en date du 21 mars 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de OCHEY en date du 30 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de OCHEY ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 16 avril 2012 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de OCHEY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 30 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de OCHEY, adressé au président de l'association foncière de OCHEY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 11 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/245 du 4 mai 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Morfontaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 05 août 1968 portant institution de l'association foncière de MORFONTAINE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MORFONTAINE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 19 avril 2012 du président de l'association foncière de MORFONTAINE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MORFONTAINE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MORFONTAINE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MORFONTAINE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 4 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/269 du 21 mai 2012 portant nomination du Comité Départemental d'Expertise

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L.361.1 à 21 du code rural organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles,

VU les articles D.361.1 à R.361.37 du code rural, notamment l'article D.361-13.

VU les propositions des différents organismes consultés par courrier,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Le Comité Départemental d'Expertise de Meurthe-et-Moselle est composé des membres suivants :

- Le préfet ou son représentant, président du comité ;
- Le directeur départemental des finances publiques ou son représentant ;
- Le directeur départemental des territoires ou son représentant ;
- Le représentant des établissements habilités à distribuer des prêts bonifiés à l'agriculture :
 - * Monsieur Bernard VOSGIEN – 7 rue Haute- 54200 PIERRE LA TREICHE
- Le représentant de la chambre départementale d'agriculture :
 - * Monsieur Philippe DANIEL – 2 chemin des Mirabelliers- 54360 VIGNEULLES
- Un représentant de chacune des organisations syndicales d'exploitations agricoles à vocation générale habilitées en application de l'article 3 du décret n° 90-187 du 28 février 1990 :
 - * Monsieur François JACQUES - 23 grande rue – 54620 SAINT SUPPLET
 - * Monsieur Jean François VIRIAT – 1 rue des trois fontaines – 54830 REMENOVILLE
 - * Monsieur Patrice DESHAYES - Ferme de la Grange – 54800 VILLE SUR YRON
- La personnalité désignée par la Fédération française des sociétés d'assurances :
 - * Monsieur Olivier DURAND – 165 rue André Malraux – BP36 - 54601 VILLERS LES NANCY
- La personnalité désignée par les caisses de réassurances mutuelles agricoles dans le ressort desquelles se trouve le département ou son représentant :
 - * Monsieur Alain CESAR – 54290 HAUSSONVILLE

Article 2 : Les membres du comité départemental d'expertise ainsi que leurs représentants sont nommés, pour une durée de trois ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 mai 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/281 du 23 mai 2012 fixant les normes usuelles et les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 modifié concernant le soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;

VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

VU le règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (dit règlement «OCM unique») ;

VU le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 ;

VU le règlement (CE) n° 1120/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le titre III du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs ;

VU le règlement (CE) n° 1121/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide en faveur des agriculteurs prévus aux titres IV et V dudit règlement ;

VU le règlement (CE) n° 1122/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 fixant les modalités d'application du (CE) n° 73/2009 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité, la modulation et le système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs prévus par ce règlement ainsi que les modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne la conditionnalité dans le cadre du régime d'aide prévu pour le secteur vitivinicole ;

VU l'article 75 du règlement du 30 novembre 2009 susvisé qui prévoit, lorsque des circonstances exceptionnelles prévues à l'article 31 du règlement du 19 janvier 2009 susvisé ne permettent pas à l'agriculteur de respecter les exigences réglementaires en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales, de ne pas appliquer les réductions définies aux articles D.615-57 à D.615-61 du code rural et de la pêche maritime ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les sections 4 et 5 du chapitre I^{er} du titre IV du livre III, la section 4 du chapitre V du titre I du livre VI (partie réglementaire) et les articles D.665-17 et D.615-12 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 214.1 à L. 214.6 et L. 214-8 ;

VU l'arrêté du 26 mars 2004 relatif au report de la date de broyage et de fauchage de la jachère de tous terrains à usage agricole ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2010 fixant certaines modalités d'application pour la mise en œuvre de certains régimes de soutien direct en faveur des producteurs dans le cadre de la politique agricole commune (dit « arrêté surfaces ») ;

VU l'arrêté du 13 juillet 2010 modifié relatif aux règles de bonnes conditions agricoles et environnementales ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/EEB n° 001 du 22 juillet 2009 définissant le 4^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution des nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.112 du 27 octobre 2011 portant délégation de signature au directeur départemental du territoire ;

CONSIDÉRANT, au vu du rapport régional établi en date du 10 mai 2012, que le gel intervenu en février 2012 a pu provoquer, sur l'ensemble du territoire du département de Meurthe-et-Moselle, des dégâts importants aux cultures d'hiver relevant de circonstances exceptionnelles compte tenu notamment des facteurs cumulés suivants :

- un début d'hiver (décembre) particulièrement doux favorisant un développement important de la biomasse ;
- en l'absence de couvert neigeux ;
- des températures basses pouvant atteindre -20°C sur plusieurs jours sur des cultures au stade végétatif très avancé ;
- un déficit important de précipitations pour les mois de février-mars (deuxièmes plus secs depuis 1946 en Meurthe-et Moselle: 30,7 mm de pluie sont tombés durant ces deux mois, contre 111,1 mm pour les normales de saison) ;

CONSIDÉRANT que, sur l'ensemble du territoire du département de Meurthe-et-Moselle, les dégâts du gel ont pu conduire à une destruction, une faible densité du couvert ou à sa répartition hétérogène sur la parcelle, voire favoriser la présence d'adventices indésirables ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Titre 1 - Les bonnes conditions agricoles et environnementales

Article 1er : Bande tampon / cours d'eau

En application du deuxième alinéa du 1° de l'article 1er de l'arrêté du 13 juillet 2010, les cours d'eau concernés par l'implantation de bande tampon dans le département sont ceux représentés par des traits bleus pleins ou pointillés sur les cartes les plus récentes au 1/25000^{ème} éditées par l'Institut Géographique National (IGN).

Si un cours d'eau figurant sur la carte n'est pas matérialisé sur le terrain, il n'est pas concerné. En cas de doute sur l'existence d'un cours d'eau figurant sur la carte, et sur demande de l'exploitant, l'administration peut établir le statut définitif de ce cours d'eau au regard de la conditionnalité à l'aide des données dont elle dispose (SCAN25, ortho-photo, BD Topo) et, si nécessaire, par une visite sur le terrain.

Article 2 : Bande tampon / couverts autorisés

Les couverts des bandes tampons autorisés sont des couverts herbacés, arbustifs ou arborés. Le couvert doit être permanent et suffisamment couvrant. Ce couvert peut être implanté ou spontané, il doit être constitué par une ou plusieurs espèces végétales prédominantes autorisées et implantées de manière pérenne.

En application du 2° de l'article 2 de l'arrêté du 13 juillet 2010 susvisé, la liste des espèces herbacées et des dicotylédones autorisées comme bande tampon le long des cours d'eau est en annexe II.

En application de l'article 2 de l'arrêté 13 juillet 2010, les légumineuses « pures » ne peuvent être implantées sur les bandes tampons.

Les couverts jachère faune sauvage, jachère fleurie et jachère apicole respectant les cahiers des charges décrits dans l'annexe V sont acceptés si ces couverts correspondent aux critères du couvert de la bande tampon tels que définis ci-dessus.

La liste des espèces considérées comme invasives en application du 1° de l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010 figurent en annexe VI.

Article 3 : Bande tampon / modalités d'entretien

Les bandes tampon respectent les modalités d'entretien précisées par l'article D.615-46 du code rural et de la pêche maritime et l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010. Ainsi, la bande tampon ne peut pas être labourée mais un travail superficiel du sol y est autorisé. L'emploi de fertilisants et de produits phytosanitaires y est interdit.

Outre les règles d'entretien spécifiques aux bandes tampon, celles-ci doivent respecter, le cas échéant, les modalités d'entretien des surfaces sur lesquelles elles sont déclarées.

En application du 3° de l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le broyage et le fauchage des surfaces en bande tampon est interdit sur une période de 40 jours consécutifs du 1er mai au 9 juin pour les parcelles en gel. Toutefois la surface en bande tampon localisée sur des parcelles déclarées en herbe (prairies temporaires, prairies permanentes, estives, landes et parcours) n'est pas concernée par cette interdiction.

Article 4 : Diversité de l'assolement

En application du 4° de l'article 4 de l'arrêté du 13 juillet 2010 susvisé, les dispositions du 7.d de l'article 4 de l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/EEB n°001 du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution des nitrates d'origine agricole reproduites à l'annexe III s'appliquent.

Article 5 : Règles minimales d'entretien des terres

En application de l'article D.615-50 du code rural et de la pêche maritime, les règles d'entretien des terres sont détaillées à l'annexe I.

Pour l'application de l'article 75 du règlement du 30 novembre 2009 susvisé, les agriculteurs situés au sein du département de Meurthe-et-Moselle notifient leur situation auprès de la direction départementale des territoires dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de publication du présent arrêté. L'agriculteur précise notamment si l'ensemble des surfaces agricoles de son exploitation est inclus dans le département reconnu.

Toutes les surfaces mises en culture doivent présenter une densité conforme aux pratiques locales, pour permettre un couvert uniforme et suffisamment couvrant, et être entretenues de façon à permettre, le cas échéant, une bonne menée à floraison.

Cette notion de « couvert uniforme et suffisamment couvrant » sera appréciée sur la gestion et la maîtrise des adventices. Dans le cas d'un couvert totalement ou partiellement détruit, la maîtrise des adventices doit être recherchée par des interventions culturales mécaniques ou chimiques sur la parcelle.

Par conséquent, pour le département de Meurthe-et-Moselle, touché par le gel durant l'hiver 2012, la simple faible densité du couvert ou sa répartition hétérogène sur la parcelle n'entraînera pas de constat de défaut d'entretien par le contrôleur.

Article 6 : Maintien des particularités topographiques

En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, la largeur maximale d'une haie pouvant être retenue comme particularité topographique est fixée à 10 mètres.

En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, la largeur maximale d'une bande tampon pouvant être retenue comme particularité topographique est fixée à 10 mètres.

En application du 3° de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, les surfaces en jachère faune sauvage, en jachère fleurie ou en jachère mellifère peuvent être retenues comme éléments topographiques si leurs couverts respectent le cahier des charges repris en annexe V.

Les éléments topographiques entrant dans la rubrique « autres milieux » ne doivent être ni traités, ni fertilisés, ni labourés

En l'absence de règles d'entretien particulières, tous les éléments retenus comme particularités topographiques doivent respecter les bonnes pratiques usuelles

Article 7 : BCAA HERBE/ exigences de productivité minimale

En application du premier tiret du 1° de l'article 9 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le chargement minimal est fixé à 0,2 UGB/HA.

En application du deuxième tiret du 1° de l'article 9 de l'arrêté du 13 juillet 2010, le rendement minimal des surfaces de référence en herbe pour les exploitations commercialisant tout ou partie de leur production herbagère est fixée à 1 tonne de matière sèche / ha.

Titre 2 : Déclaration de surfaces – Modalités de prise en compte des normes usuelles

Article 8 : Éléments admissibles

Les éléments de bordure suivants pourront éventuellement être inclus dans les surfaces déclarées dans les conditions de largeur telles que résumées dans le tableau ci-dessous :

Définition départementale des largeurs maximales admissibles

Éléments de bordure	Largeur maximale admissible
Fossés	2 mètres
Murets	2 mètres
Bords de cours d'eau (<i>autres que les bandes tampon le long des cours d'eau définies en tant qu'élément topographique</i>)	4 mètres
Haies entretenues	4 mètres

La largeur totale admise en cas de présence de plusieurs éléments de bordure est fixée à 4 mètres.

Au-delà des éléments de bordure, susvisés, les éléments suivants peuvent être introduits dans les surfaces déclarées :

Éléments retenus
affleurements de rochers dans la limite de 5 ares et de 5 % de la surface de l'îlot sur lequel ils sont situés
bosquets pâturables dans la limite de 10 % de la surface fourragère de l'îlot concerné et de 50 ares d'un seul tenant. Est considéré comme pâturable tout bosquet pénétrable par les animaux qui valorisent la parcelle au moins une partie de l'année
mares et trous d'eau dans la limite de 5 ares et de 5 % de la surface de l'îlot sur lequel ils sont situés
arbres isolés, y compris les vergers hautes tiges entretenus et dont les surfaces sont valorisées par fauche ou pâturage
surface entourant les arbres isolés et surfaces entourant les pylônes, dans la limite d'un are hectare entamé

Titre 3 - Dispositions finales

Article 9 : L'arrêté préfectoral 2011/DDT54/AFC/328 du 2 août 2011 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres du département de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental du territoire de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Nancy, le 23 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Annexe I

(En application de l'article D.615-50 du code rural et de la pêche maritime)

Règles minimum d'entretien des terres

Cette obligation d'entretien s'applique aux terres agricoles de l'exploitation et aux terres boisées qui perçoivent l'aide au boisement des terres agricoles ou des paiements sylvo-environnementaux.

A. Les terres en production

1) Toutes les surfaces mises en culture, y compris les surfaces en herbe, doivent présenter une densité conforme aux pratiques locales pour permettre un couvert uniforme et suffisamment couvrant et être entretenues conformément aux normes locales.

2) Les surfaces plantées en verger de fruits à coque, en tabac, en houblon, en pommes de terre féculières et en semences doivent être entretenues selon les dispositions communautaires ou, en l'absence de règles établies, selon les bonnes pratiques locales. Ces règles sont également applicables aux surfaces pour lesquelles les aides couplées ne sont pas sollicitées.

3) Les surfaces plantées en vignes devront respecter les conditions d'entretien suivantes :

- taille une fois par an, au plus tard le 15 mai ;

ou

- inter-rang ne présentant aucune ronce.

Sur les terres qui restent agricoles après arrachage des vignobles, l'implantation, dans les meilleurs délais d'un nouveau couvert végétal et le respect des règles d'entretien existantes s'impose.

4) Pour les cultures pérennes ligneuses et ligno-cellulosiques destinées à la production de biomasse non-alimentaire, l'utilisation de paillages non bio-dégradables lors de la plantation est interdite.

B. Les surfaces gelées ou retirées de la production

a) Les sols nus sont interdits.

b) Un couvert doit être implanté au plus tard le 1er mai pour éviter l'infestation par les graines d'adventices et protéger les sols pendant les périodes de pluies. Sont en particulier passibles d'une pénalité pour défaut d'entretien, les agriculteurs dont les parcelles gelées supportent les adventices suivantes dès le stade de la floraison :

- chardon des champs

- vulpin des champs

- folle avoine.

c) Les repousses de cultures sont acceptées, à l'exception des repousses de plantes peu couvrantes (maïs, tournesol, betterave, pomme de terre).

d) Les espèces à planter autorisées sont :

- brome cathartique, brome sitchensis, cresson alénois, dactyle, fétuque des prés, fétuque élevée, fétuque ovine, fétuque rouge, fléole des prés, gesse commune, lotier corniculé, lupin blanc amer, mélilot, minette, moha, moutarde blanche, navette fourragère, pâturin commun, phacélie, radis fourrager, ray-grass anglais, ray-grass hybride, ray-grass italien, sainfoin, serradelle, trèfle d'Alexandrie, trèfle de Perse, trèfle incarnat, trèfle blanc, trèfle violet, trèfle hybride, trèfle souterrain, vesce commune, vesce velue, vesce de Cerdagne.

- Le mélange de ces espèces, entre elles seules, est également autorisé.

Tout autre mélange doit relever des cahiers des charges de la jachère apicole, de la jachère faune sauvage ou de la jachère fleurie précisés en annexe V.

- En cas de gel pluriannuel, il est recommandé d'utiliser les seules espèces suivantes : dactyle, fétuque des prés, fétuque élevée, fétuque ovine, fétuque rouge, fléole des prés, lotier corniculé, mélilot, minette, moha, pâturin commun, ray-grass anglais, ray-grass hybride, ray-grass italien, serradelle, trèfle d'Alexandrie, trèfle de Perse, trèfle incarnat, trèfle blanc, trèfle violet, trèfle hybride.

- Certaines des espèces autorisées nécessitent les précautions d'emploi recommandées suivantes :

* Brome cathartique : éviter montée à graines

* Brome sitchensis : éviter montée à graines

* Cresson alénois : cycle très court, éviter rotation des crucifères

* Fétuque ovine : installation lente

* Navette fourragère ; éviter l'emploi dans des parcelles à proximité ou destinées à des productions de betteraves (multiplication des nématodes)

* Pâturin commun : installation lente

* Ray-grass italien : éviter montée à graines

* Serradelle : sensible au froid, réservée sol sableux

* Trèfle souterrain : sensible au froid, re-semis spontané important, à réserver aux sols acides à neutres.

e) La fertilisation des surfaces en jachère est interdite sauf en cas d'implantation d'un couvert (dans la limite de 50 unités d'azote par ha). Dans ce cas, l'emploi des fertilisants doit suivre les prescriptions suivantes : [La fertilisation des surfaces en jachère est autorisée si la bonne implantation du couvert (hormis les légumineuses) le nécessite (dans la limite de 50 unités d'azote par ha).

f) L'entretien des surfaces en gel est assuré par le fauchage et/ou le broyage, sous réserve d'une période d'interdiction de ces deux pratiques pendant 40 jours consécutifs et comprise entre le 1er mai et le 9 juin..

g) L'utilisation de produits phytosanitaires doit être limitée.

- L'emploi de produits phytosanitaires doit permettre d'éviter la montée en graines des espèces indésirables suivantes : chardon des champs, vulpin des champs, folle avoine. En cas d'attaque avérée de hanneton, le préfet pourra autoriser par dérogation l'utilisation de produits phytosanitaires homologués pour lutter contre ces organismes indésirables susceptibles de présenter un risque de destruction total du couvert.

- L'emploi de produits phytosanitaires doit respecter les prescriptions définies à l'annexe IV

h) Le couvert doit rester en place jusqu'au 31 août au moins.

- Toute destruction partielle de la couverture végétale (par les herbicides autorisés dont en particulier les limiteurs de la pousse et de la fructification, ou par façons superficielles) du couvert végétal n'est autorisée qu'aux conditions suivantes :

* cette destruction ne peut intervenir au plus tôt qu'à partir du 15 juillet

* elle doit rester partielle, des traces de la couverture végétale détruite doivent subsister en surface .

- Toute intervention sur une parcelle en gel en vue du semis de colza ou de prairie est autorisée à condition :

* qu'elle soit réalisée à partir du 15 juillet ;

* que la direction départementale des territoires du département où se trouve le siège d'exploitation en ait été informée par courrier précisant le nom, le n° PACAGE, la date et la nature de l'intervention envisagée, la référence des flots concernés ainsi que la (les) culture(s) suivante(s) prévue(s) dans les 10 jours précédant l'intervention et qu'elle n'ait pas émis d'avis négatif sur l'intervention. Des contrôles inopinés pourront être effectués pendant cette période de 10 jours.

C. Les surfaces en herbe (prairies temporaires, pâturages permanents, parcours, estives et landes)

Les espèces à planter autorisées sont répertoriées au paragraphe d du point précédent.

Annexe II

Liste des espèces herbacées et/ou des dicotylédones autorisées pour le couvert des bandes tampons

En application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 13 juillet 2010 susvisé, la liste des espèces herbacées et des dicotylédones autorisées comme bande tampon est la suivante :

1) brome cathartique, brome sitchensis, dactyle, fétuque des Prés, fétuque élevée ,fétuque rouge, fléole des prés, lotier corniculé, minette, luzerne, ray grass anglais, ray grass hybride, sainfoin, trèfle blanc ;

2) Les espèces annuelles préconisées à titre exceptionnel en bords de cours d'eau : fétuque ovine, gesse commune, pâturin, trèfle d'Alexandrie, trèfle incarnat, trèfle de Perse, trèfle violet ;

3) Les dicotylédones : achillée millefeuille, berce commune, cardère, carotte sauvage, centauree des prés centauree scabieuse, chicorée sauvage, cirse laineux, grande marguerite, léontodon variable, mauve musquée, origan, radis fourrager, tansie vulgaire, vipérine, vulnéraire.

Annexe III

Dispositions existantes applicables à la mesure « diversité de l'assolement »

En zone vulnérable, l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/EEB n°001 du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'actions à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution des nitrates d'origine agricole définit une obligation d'une gestion adaptée des terres, incluant les points suivants :

« la couverture des sols pendant la période de risque de lessivage, de telle sorte que 100 % de la surface agricole utile de l'exploitation pour les surfaces appartenant à la zone vulnérable fasse l'objet d'un couvert en période de risque de lessivage au plus tard en 2012. Le taux minimum de couverture doit évoluer progressivement de la façon suivante :

- 70 % en 2009,

- 80 % en 2010,

- 90 % en 2011,

- et 100 % en 2012.

On entend par couverture des sols :

- les prairies, les cultures d'hiver, les jachères enherbées,

- les cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) avant toutes cultures de printemps (inter cultures longues) avec autorisation de remplacer les CIPAN par un broyage fin des cannes de maïs suivi d'un enfouissement superficiel dans les successions de cultures de maïs grain suivies d'une culture de printemps (modalités également applicables au sorgho grain et au tournesol).

Les CIPAN sont implantées le plus tôt possible après les récoltes de juillet-août, et au plus tard le 1er septembre.

Les CIPAN ne doivent pas être détruites avant le 1er novembre. La destruction mécanique des CIPAN doit être privilégiée, la destruction chimique des CIPAN devra être limitée aux situations qui la justifient : travail du sol simplifié, problème de maîtrise des adventices....

Les repousses de colza en inter cultures courtes (après les cultures de colza et avant les céréales d'hiver) sont à favoriser chaque fois que le système de culture le permet. »

Annexe IV

Herbicides autorisés pour les parcelles gelées ou retirées de la production

Informations permettant de compléter l'annexe I de l'arrêté préfectoral BCAA

L'utilisation d'herbicides sur des parcelles en gel ou retirées de la production ou destinées à l'être doit être la plus réduite possible. Dans la plupart des situations, la présence de mauvaises herbes dans une parcelle en gel ou retirée de la production ne pose pas de problème particulier, en tout cas, beaucoup moins que dans une parcelle en production.

Seuls les risques de gêne importante lors de l'implantation de la parcelle en gel ou retirée de la production, de développement de mauvaises herbes qui pourraient poser problème dans les parcelles avoisinantes ou les cultures suivantes, ou de gêne pour l'implantation de la culture suivante, peuvent justifier un désherbage, sachant que le désherbage chimique n'est qu'un des moyens de lutte utilisables.

Une attention particulière doit être portée aux mauvaises herbes posant des problèmes de santé publique, en particulier l'ambrosie dont la prolifération doit être maîtrisée de façon prioritaire, ou des mauvaises herbes difficiles à contrôler comme le souchet comestible ou *Sycios angulatus*.

Si des herbicides sont utilisés, il faut s'assurer qu'ils sont autorisés pour l'usage considéré.

Les conditions d'utilisation de ces produits figurant notamment sur leurs étiquettes doivent être strictement respectées.

Les autorisations de mise sur le marché des produits sont susceptibles d'évoluer en fonction des décisions prises par le Ministre chargé de l'agriculture. Seules ces décisions délivrées par le Ministère chargé de l'Agriculture font foi.

La liste des produits bénéficiant d'autorisations de mise sur le marché en cours de validité figure sur le site Internet du ministère chargé de l'agriculture : <http://e-phy.agriculture.gouv.fr>. Elle est régulièrement mise à jour.

Les herbicides autorisés sont les suivants :

Implantation et entretien des parcelles gelées ou retirées de la production :

- les herbicides pouvant être employés pour faciliter l'implantation du couvert végétal sont des spécialités commerciales autorisées comme herbicides sélectifs des espèces implantées. Ainsi, les produits utilisables pour l'implantation d'un couvert semé avec du ray-grass doivent bénéficier d'une autorisation d'emploi pour l'usage « ray-grass-désherbage »

Limitation de la pousse et de la fructification :

- l'entretien chimique du couvert semé ou spontané, permettant une limitation de la pousse et de la fructification ne peut être assuré que par les spécialités commerciales autorisées pour les conditions d'homologation spécifiques pour cet emploi sur jachère.

Ainsi, la limitation de la pousse et de la fructification d'un couvert avec de la phacélie doit être faite avec une préparation autorisée pour l'usage « jachère semée 'phacélie' limitation de la pousse et de la fructification ».

Destruction du couvert : les produits autorisés pour la destruction des couverts semés ou spontanés doivent être faits avec des spécialités commerciales bénéficiant d'autorisations pour les usages :

- traitements généraux désherbage en zones cultivées après récolte ;
- traitements généraux désherbage en zones cultivées avant mise en culture.

Annexe V

Modalités d'entretien des particularités topographiques

En application de l'article 8 de l'arrêté du 13 juillet 2010, les modalités d'entretien sont les suivantes :

1) Cahier des charges « jachère apicole » campagne 2011/ 2012

Article 1 : Espèces autorisées :

Les parcelles mises en « jachère apicole » doivent obligatoirement faire l'objet, au printemps ou à l'automne précédent, d'une implantation de graines de couverture du sol (seule ou en association).

Le choix des semences est laissé à l'appréciation des agriculteurs parmi la liste citée ci-après :

- | | |
|----------------------------------|---|
| - achillée millefeuille | - phacélie (ne convient pas seule pour une implantation pluriannuelle), |
| - bleuet | - sainfoin, |
| - bourrache | - trèfle blanc, |
| - centaurée jacée | - trèfle d'Alexandrie, |
| - féverole | - trèfle de Perse, |
| - lotier corniculé, | - trèfle hybride, |
| - luzerne | - trèfle violet, |
| - mélilot (blanc et / ou jaune), | - vipérine. |
| - minette, | |

Plusieurs compositions différentes, à base de ces espèces, existent et sont recommandées pour les jachères apicoles, notamment si l'objectif est d'avoir une implantation pluriannuelle.

Article 2 : Choix des parcelles :

Les implantations de jachères apicoles doivent autant que possible être réalisées dans des secteurs où une présence significative de ruches est avérée.

Article 3 : Utilisation du couvert

La réglementation générale sur l'utilisation du couvert de la jachère reste applicable aux parcelles concernées, notamment l'interdiction de toute utilisation lucrative, l'interdiction de production ou d'usage agricole de ces parcelles avant le 1er septembre, et l'interdiction d'implanter des ruches sur les parcelles.

La récolte du couvert est rigoureusement interdite, le couvert de la jachère doit rester en place jusqu'à l'implantation éventuelle de la culture suivante.

Article 4 : Intervention sur le couvert / conduite des jachères

L'entretien des parcelles gelées en « jachère apicole » devra respecter les règles établies en annexe I en ce qui concerne les parcelles gelées, notamment les périodes d'interdiction de broyage ou de fauchage.

Le semis des jachères apicole doit être réalisé avant le 1er mai.

Les traitements phytosanitaires et l'emploi d'engrais sont interdits. Il y a interdiction de récolter la jachère apicole.

Pour l'entretien des jachères apicoles, l'entretien mécanique sera préféré à l'entretien chimique dans tous les cas où cela sera possible. Les interventions d'entretien, autant que possible, ne seront pas réalisées en période de floraison des jachères apicoles, afin de maximiser leur intérêt apicole.

2) Cahier des charges « jachère faune sauvage » Campagne 2011-2012

Article 1 : Agriculteur concerné

Tout agriculteur effectuant un dépôt de dossier PAC.

Article 2 : Localisation des parcelles – Critères de sélection

Pour le grand gibier

Les parcelles proposées doivent répondre à toutes les conditions suivantes :

- être situées :
 - * hors des territoires sensibles (cf. liste arrêtée chaque année par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage),
 - * et hors des communes comprenant au moins un lot de chasse dont la population estimée des sangliers est supérieure au double de l'objectif moyen visé par le schéma départemental de gestion cynégétique¹
- un plan de prévention a été agréé sur la commune
- être situées en bordure ou enclavées dans des massifs forestiers, et d'une superficie maximum de 1,5 ha pour les jachères "maïs + sorgho fourrager" : retirer les protections avant le 15 juillet, à l'exception du côté de la plaine (à titre de prévention)
- obligation pour les détenteurs du droit de chasse de protéger les parcelles de maïs hors jachère sur leur territoire de chasse (du semis à la récolte), dans un rayon de 1000 m autour de la jachère faune sauvage.

Pour le petit gibier

- Implantation de la jachère : superficie maximale par mélange « petit gibier » : 2 ha (voir Article 4 - Itinéraires techniques)

Article 3 : Utilisation du couvert

L'utilisation du couvert pour des fins autres que la gestion des populations de petit gibier est interdite.

La récolte du couvert, même pour l'alimentation future de la faune sauvage ("culture à gibier") est rigoureusement interdite.

La réglementation générale sur l'utilisation du couvert de la jachère reste applicable aux parcelles concernées, notamment :

- l'interdiction de toute utilisation lucrative,
- l'interdiction de réaliser des élevages de gibier, des enclos de chasse ou des chasses commerciales (c'est-à-dire une utilisation lucrative qui serait impossible en présence d'une culture arable).

Le détenteur du droit de chasse s'engage également à respecter ces dispositions.

Article 4 - Itinéraires techniques

L'implantation d'un couvert est obligatoire.

Le couvert doit être implanté avant le 1er mai. Il doit rester en place jusqu'au 15 janvier, à moins de réimplanter une culture "faune sauvage" sur la même parcelle à l'automne (dans ce cas pas de destruction avant le 1er septembre au plus tôt).

Itinéraires pour le grand gibier

La conduite de la jachère visera à concurrencer en appétence les cultures de production (céréales, maïs-ensilage) par un itinéraire cultural usuel, tout en privilégiant les variétés les moins productives.

- Mélange "blé + seigle" Blé non barbu (80 %) et seigle d'hiver (20 %)

- Mélange "maïs + sorgho fourrager"

Variétés à utiliser : précoces à très précoces.

La proportion de sorgho dans le mélange maïs-sorgho (minimum 15 %) correspond au minimum à 1 rang sur 4 ou 6, selon le semoir utilisé.

L'utilisation du disque à sorgho ou à colza est recommandé pour le semis.

Entretien : 1 traitement contre la pyrale

?

Itinéraires pour le petit gibier

- Mélange "chou fourrager + sarrasin + avoine") en culture annuelle

- Mélange "chou fourrager + sorgho fourrager") ou

- Mélange "chou fourrager + moha + millet") bisannuelle

Possibilité de maintenir le couvert une année supplémentaire, sous réserve de chou abondant (bisannuel) et de parcelle pas trop sale

- Mélange "ray-grass anglais + trèfle violet + phacélie") en culture pluriannuelle

- Mélange "sainfoin + fétuque") (3 ans)

- Mélange "fétuque élevée + dactyle") en culture

- Mélange "bandes de luzerne") pluriannuelle

- Mélange "luzerne + dactyle" avec semis en automne (avant le 1er octobre)) (3 à
ou au printemps (avant le 1er mai)) 5 ans

3) Cahier des charges « jachère fleurie » Campagne 2011-2012

Article 1 : Utilisation des couverts

Ces couverts ne peuvent pas donner lieu à une utilisation lucrative sous quelque forme que ce soit.

Article 2 : Liste des espèces autorisées

Variétés	Coloris	Hauteur	Mois de Floraison
Centauree Barbeau Jubilee Gem naine	Bleu	40 cm	Juin / Juillet
Centauree Barbeau variée	Varié		
Centauree géante	Varié	40 cm	Juin / Juillet
Chrysanthème Segetum Elorado	Jaune	50 cm	Juillet / Août
Clarkia Pulchella	Rose + Mauve	50 cm	Juillet
Coquelicot simple	Rouge	60 cm	Juillet
Coquelicot double	Varié	60 cm	Juillet
Coquelourde nèle des prés	Rose-Mauve	80 cm	juin/juillet
Cosmos Sensation	Varié	110 cm	juillet/septembre
Cosmos sulfureux			
Dimorphoteca hybride	Jaune et Orange	30 cm	Juin / juillet
Eschscholzia de Californie	Jaune et Orange	35 cm	Juin / Août
Coquelourde Githago Milas	Rose – Mauve	80 cm	Juin / Juillet
Escholtzia variée	Varié		
Godélia Whitney ½ nain	Varié	45 cm	Juillet / Août
Gypsophile elegans roi des halles	Blanc	60 cm	Juin / juillet
Immortelle annuelle double	Blanc à pourpre	60 cm	Juillet / Août
Julienne de Mahon	Varié	30 cm	Juin / Juillet
Lin annuel	Rouge	50 cm	Juillet / Août
Muflier maximum	Varié	70 cm	Juillet / Septembre
Nigelle de Damas	Bleu – Blanc	50 cm	Juillet / Août
Œillet de Chine impérial	Varié	30 cm	Juillet / Août
Pavot à fleur de pivoine	Varié	90 cm	Juillet
Reine Marguerite simple	Varié	80 cm	Août / Septembre
Rubdekia gloriosa daisy	Varié	90 cm	Août / Septembre

Saponaire pink beauty	Rose	60 cm	Juin / Juillet
Souci double	Jaune + Orange	60 cm	Juin / Août
Thlaspi annuel	Blanc	30 cm	Juin / Juillet
Zinnia Sunbow varié	Varié		

L'utilisation d'autres espèces pourra être autorisée. Une autorisation devra être sollicitée, avant implantation, à la Direction départementale des territoires.

Article 3 : Itinéraire technique

Préparation du sol : identique aux pratiques usuelles de l'agriculteur d'implantation des cultures de vente.

Semis préconisé de la mi avril à la mi-mai au profit de conditions agro météorologiques favorables.

Aucun broyage post semis autorisé.

Traitements mécaniques post semis limités à des pratiques de désherbage (houe rotative, herse étrille, etc...).

Annexe VI
Liste des espèces invasives

En application du 1° de l'article 3 de l'arrêté du 13 juillet 2010, la liste des espèces considérées comme invasives sont les suivantes :

Espèce (Nom latin)	Espèce (Nom français)	Famille
Acacia dealbata	Mimosa	Fabaceae
Acer negundo	Érable negundo	Aceraceae
Ailanthus altissima	Faux-vernis du Japon	Simaroubaceae
Ambrosia artemisiifolia	Ambrosie à feuilles d'armoise	Asteraceae
Amorpha fruticosa	Faux-indigo	Fabaceae
Aster lanceolatus	Aster américain	Asteraceae
Aster novi-belgii	Aster américain	Asteraceae
Azolla filiculoides	Azolla fausse-fougère	Azollaceae
Baccharis halimifolia	Séneçon en arbre	Asteraceae
Bidens frondosa	Bident à fruits noirs	Asteraceae
Buddleja davidii	Buddleia du Père David	Buddlejaceae
Campylopus introflexus		Dicranaceae
Carpobrotus edulis	Griffes de sorcières	Aizoaceae
Carpobrotus acinaciformis	Griffes de sorcières	Aizoaceae
Cortaderia selloana	L'herbe de la pampa	Poaceae
Elodea canadensis	Élodée du Canada	Hydrocharitaceae
Elodea nuttallii	Élodée de Nuttall	Hydrocharitaceae
Elodea callitrichoides	Élodée à feuilles allongées	Hydrocharitaceae
Fallopia japonica	Renouée du Japon	Polygonaceae
Fallopia sachalinensis	Renouée de Sakhaline	Polygonaceae
Impatiens glandulifera	Balsamine géante	Balsaminaceae
Impatiens parviflora	Balsamine à petites fleurs	Balsaminaceae
Lagarosiphon major	Lagarosiphon	Hydrocharitaceae
Lemna minuta	Lentille d'eau minuscule	Lemnaceae
Ludwigia peploides	Jussie	Onagraceae
Ludwigia grandiflora	Ludwigie à grandes fleurs, Jussie	Onagraceae
Myriophyllum aquaticum	Myriophylle du Brésil	Haloragaceae
Paspalum dilatatum	Paspale dilaté	Poaceae
Paspalum distichum	Paspale distique	Poaceae

Robinia pseudoacacia	Robinier faux-acacia	Fabaceae
Senecio inaequidens	Séneçon du Cap	Asteraceae
Solidago canadensis	Solidage du Canada	Asteraceae
Solidago gigantea	Solidage glabre	Asteraceae

Source : MULLER S. (coord) 2004 – plantes invasives en France. Museum national d'Histoire naturelle, Paris, 168p. (Patrimoines naturels, 62)

Annexe VII
Les particularités topographiques et leur valeur de surface équivalente topographique (SET)

Particularités topographiques	Valeur de la surface équivalente topographique (SET)
Prairies permanentes, landes, parcours, alpages, estives situés en zone Natura 2000	1 ha de surfaces herbacées en Natura 2000 = 2 ha de SET
Bandes tampons en bord de cours d'eau (2), bandes tampons pérennes enherbées (3) situées hors bordure de cours d'eau	1 ha de surface = 2 ha de SET
Jachères fixes	1 ha de jachère = 1 ha de SET
Jachères mellifères ou apicoles	1 ha de surface = 2 ha de SET
Jachères faune sauvage, jachère fleurie	1 ha de surface = 1 ha de SET
Zones herbacées mises en défens et retirées de la production (surfaces herbacées disposées en bandes de 5 à 10 mètres non entretenues ni par fauche ni par pâturage et propices à l'apparition de buissons et ronciers)	1 m de longueur = 100 m² de SET
Vergers haute-tige	1 ha de vergers haute-tige = 5 ha de SET
Tourbières	1 ha = 20 ha de SET
Haies	1 m linéaire = 100 m² de SET
Agroforesterie (4) et alignements d'arbres	1 m linéaire = 10 m² de SET
Arbres isolés	1 arbre = 50 m² de SET
Lisières de bois, bosquets, arbres en groupe	1 m de lisière = 100 m² de SET
Bordures de champs : bandes végétalisées en couvert spontané ou implanté (5) différentiable à l'œil nu de la parcelle cultivée qu'elle borde, d'une largeur de 1 à 5 mètres, située entre deux parcelles, entre une parcelle et un chemin ou encore entre une parcelle et une lisière de forêt	1 ha de surface = 1 ha de SET
Fossés, cours d'eau, béalières, lévadons, trous d'eau, affleurements de rochers	1 m linéaire ou de périmètre = 10 m² de SET
Mares, lavognes	1 m de périmètre = 100 m² de SET
Murets, terrasses à murets, clapas, petit bâti rural traditionnel	1 m de murets ou de périmètre = 50 m² de SET
Certaines prairies permanentes définies au niveau départemental (par exemple prairies humides, etc..)	1 ha de surface herbacée = 1 ha de SET
« Autres milieux », toutes surfaces ne recevant ni intrant (fertilisants et traitements), ni labour depuis au moins 5 ans (par exemple ruines, dolines ruptures de pente...)	1 m linéaire = 10 m² de SET 1 ha de surface = 1 ha de SET

(1) soit supérieure à 6 têtes aux 100 ha équivalents-boisés, après chasse et avant naissances.

(2) Lorsqu'un chemin est compris dans la bande tampon, seule la surface végétalisée est retenue pour le calcul.

(3) Comme pour les bandes tampons le long des cours d'eau, les implantations de miscanthus et, de manière générale, d'espèces invasives sont interdites.

(4) Agroforesterie : alignements d'arbres au sein de la parcelle agricole.

(5) Comme pour les bandes tampons, les implantations de miscanthus et, de manière générale, d'espèces invasives sont interdites. Une bordure de champs ne peut pas être une culture valorisée commercialement.

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté DDT-PECHE 2012/009 du 27 février 2012 instituant des réserves de pêche en 2012 sur le Woigot et le ruisseau de la Vallée

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-73 et R. 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique «Le Woigot» ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU l'avis du président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er mars 2012 pour une durée de 2 ans sur les tronçons de cours d'eau suivants :

Rivière le Woigot :

- Commune de MANCEUILLES :

A partir du pont de la piscine et en aval sur une distance de 400m.

Ruisseau de la Vallée :

- Communes de MANCE et AVRIL :

Entre le pont d'Avril et le pont Joson (450m de linéaire sur la commune d'Avril et 900m sur la commune de Mance).

Article 2 : Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, les maires de Briey, Mance, Avril et Manceilles, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

- président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « Le Woigot ».

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 4 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 février 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

Arrêté DDT-PECHE 2012/015 du 5 avril 2012 instituant deux réserves de pêche en 2012 sur l'Orne dans les communes de Valleroy et Homécourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-8, R. 436-73 et R. 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande déposée le 2 février 2012 par le président de l'A.A.P.P.M.A. "Les pêcheurs de l'Orne" ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU l'avis du président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : la pêche est interdite du lundi 9 avril 2012 au vendredi 8 juin 2012 inclus sur les tronçons de la rivière de l'Orne ci-après :

- Valleroy : du barrage au pont routier de Moineville,

- Homécourt : du barrage au pont routier de l'ancien abattoir de Joeuf.

Article 2 : les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, les maires de Valleroy et Homécourt, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'A.A.P.P.M.A. "Les Pêcheurs de l'Orne".

Article 5 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

TRANSPORTS - SECURITE

Arrêté 2012/DDT/TS/034 du 16 mai 2012 réglementant temporairement la circulation durant les travaux de réfection des enrobés de l'Autoroute A31 du PR 186,500 au PR 203,700 dans le sens Dijon -> Nancy et du PR 213 au PR 199,200 dans le sens Nancy-> Dijon pendant la période du 21 mai au 28 juin 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route et notamment ses articles R 43-3 et R225 ; R 411-9 ; R 411-21-1 et R 414-17 ;

VU l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 ;

VU le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes, le décret du 22 mars 2010 approuvant l'avenant à la convention de concession et approuvant les modifications du cahier des charges de la concession ;

VU la convention de concession et le cahier des charges, notamment l'article 14 et annexe ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 août 1999 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
VU la demande présentée par APRR ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du chef de la division transports du CRICR-Est ;
CONSIDÉRANT que, pour assurer la circulation et la sécurité des usagers de l'autoroute et la protection des chantiers, il est nécessaire d'interdire la circulation dans le sens affecté par les travaux ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : LOCALISATION – NATURE DES TRAVAUX

Les travaux de réfection des enrobés de l'Autoroute A31 du PR 186,500 au PR 203,700 dans le sens Dijon -> Nancy et du PR 213 au PR 199,200 dans le sens Nancy-> Dijon se dérouleront du 21 mai au 28 juin 2012.

Article 2 : DÉROGATION

Par dérogation à l'arrêté préfectoral permanent n° 96/DDE/520/CDES :

- o La longueur du balisage pourra être supérieure à 6 km (14 km maxi),
- o L'inter-distance entre ce chantier et un chantier ne laissant qu'une seule voie de circulation pourra être réduite à 5 km,
- o Micro coupure pour passage du finisseur d'un sens à l'autre,
- o Le balisage pourra rester en place certains week-ends et jours hors chantiers,
- o Le trafic pourra ponctuellement être supérieur à 1200 véh/h.

Article 3 : MODE D'EXPLOITATION

La mise en place et le maintien de la signalisation temporaire réglementaire ou spécifique seront assurés par Autoroutes Paris Rhin Rhône sur le domaine autoroutier concédé.

Elle sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie).

Les conducteurs de véhicule devront se conformer à la signalisation en place, ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents du service d'ordre.

Article 4 : INFORMATION DES USAGERS

Les usagers de l'autoroute seront informés des restrictions de circulation par l'intermédiaire :

- De la radio 107.7FM,
- Des panneaux à messages variables (PMV et PMVC),
- Des panneaux d'information en section courante.

Article 5 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

En cas d'intempérie ou de problème lié au chantier, les travaux pourront être prolongés jusqu'au 5 juillet 2012.

Les horaires de pose et dépose des balisages sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être optimisés en fonction du trafic.

Article 6 : SIGNALISATION

La signalisation temporaire sur autoroute A31 conforme aux prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence d'APRR, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 – 8ème partie – "Signalisation Temporaire".

Les signalisations de police permanente et directionnelle ne devront pas être contradictoires avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

Conformément aux prescriptions interministérielles en vigueur et au dossier d'exploitation sous chantier annexé, la signalisation temporaire des différentes phases de travaux sera mise en place et entretenue par les services d'APRR.

La signalisation temporaire pour les itinéraires de déviation mise en place sur le réseau secondaire sera gérée et organisée par APRR.

Les signalisations temporaires de chantier seront posées conformément au manuel du chef de chantier « routes à chaussées séparées » – édition 2002 – édité par le SETRA.

Les insertions des véhicules de chantier se feront à partir des voies laissées libres à la circulation, dans le sens en travaux.

APRR, en accord avec la gendarmerie assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée ainsi que lors de l'ouverture ou la fermeture des zones de basculement de circulation. Le bouchon mobile sera formé avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents APRR. La tête du bouchon mobile sera matérialisée par un véhicule APRR et un véhicule des forces de l'ordre. La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et TPC en amont de la zone à réaliser,
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Article 7 : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier, le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, le directeur régional d'exploitation Rhin sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président de la mission de contrôle des autoroutes, aux maires des communes concernées, aux présidents des syndicats de transporteurs, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, au directeur du SAMU, aux co-directeurs du C.R.I.C.R de Metz.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SERVICE JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT

Arrêté du 23 mai 2012 portant agrément des associations sportives locales

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

VU le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

VU l'Arrêté Préfectoral N° 11.BI.83 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1923	UNION SPORTIVE TOUL AVIRON Base Nautique André Vecker 1683 avenue Général Bigeard 54200 TOUL	AVIRON
54 S 1924	BASKET CLUB DE HERSERANGE Mairie 54440 HERSERANGE	BASKET BALL
54 S 1925	P.A.M. MOTO QUAD 304 avenue Victor Claude 54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	MOTOCYCLISME - UFOLEP
54 S 1926	PETANQUE LANEUVEVILLE Mairie 35 rue du Général Patton 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY	PETANQUE ET JEU PROVENCAL
54 S 1927	HANUMAN SPIRIT BOXING CLUB 7 Quartier du Parc 54270 ESSEY LES NANCY	SPORTS DE CONTACTS ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1928	NANCY TWIRLING 92 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY	TWIRLING BÂTON

Article 2 : Le directeur départemental de la cohésion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale,
Daniel BOUFFIER

AUTRES SERVICES

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE
DE NANCY

Contentieux de la tarification sanitaire et sociale - Recours N° 11-014 NC 54 : Association HOSPITALOR contre Président du conseil général de Meurthe et Moselle (arrêté du 25 mai 2011 – EHPAD Les Iris – Onville)

SEANCE N° 321 du 30 MARS 2012 à 14 H

LECTURE EN SÉANCE PUBLIQUE DU 30 MARS 2012

Président : M. VINCENT

Rapporteur : M^{me} ROUSSELLE

Commissaire du Gouvernement : M^{me} GUIDI

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

LE TRIBUNAL INTERRÉGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY,

VU la requête présentée par l'association HOSPITALOR, représentée par son président, dont le siège est 40 boulevard de Lorraine à Saint-Avoid (57506), enregistrée le 1er juillet 2011 au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, tendant à l'annulation de l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle 2011 DISAS-181-PA/PH en date du 25 mai 2011 relatif aux tarifs d'hébergement et de dépendance de l'EHPAD «Les Iris» à Onville et à la réformation de cet arrêté par le rétablissement de la règle de comptabilité générale sur les conditions de reprise des subventions d'investissement, le rétablissement du tarif hébergement à 56,14 € pour les personnes âgées de plus de 60 ans, avec effet au 1^{er} janvier et, en cas de non rétroactivité, le financement par le conseil général du différentiel de recettes non encaissées par HOSPITALOR à hauteur de 100 000 € par exercice à compter du 1er janvier 2011, le financement des montants non retenus par les arrêtés de tarification de 2009 et 2010, soit 296 000 euros, le financement des intérêts des découverts bancaires estimés à 10 000 euros, ainsi que la condamnation du conseil général de Meurthe-et-Moselle à lui verser 50 000 euros au titre des frais engagés dans le cadre de l'action contentieuse ;

Elle fait valoir que :

- le courrier du président du conseil général du 14 avril 2009 ne précisait pas les modalités de calcul de la reprise de subvention ;
- ces nouvelles modalités de calcul ne répondent ni aux engagements conventionnels du Conseil général, tels que définis par la convention du 27 septembre 2004 modifiée, ni aux règles du plan comptable général, et en particulier de ses articles 362-1 et 447/77 ;

VU le mémoire en défense, enregistré le 11 octobre 2011, présenté pour le département de Meurthe-et-Moselle, représenté par son président en exercice, par Me Llorens, avocat ; il conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 2 000 euros soit mise à la charge de l'association HOSPITALOR au titre des frais irrépétibles ;

Il fait valoir que :

- les conclusions à fin d'annulation ne sont étayées d'aucun moyen ;
- les moyens concernant les exercices 2009 et 2010 sont inopérants, les budgets étant devenus définitifs ;
- la convention prévoit uniquement l'amortissement de la subvention sur la durée, mais ne précise pas le rythme de l'amortissement ; une modification est donc toujours possible ;
- l'association ne peut se prévaloir d'un défaut d'information, le nouveau tableau d'amortissement lui ayant été communiqué en 2009 ;
- aucun principe comptable n'interdit de mettre en œuvre un amortissement dégressif ;

VU le mémoire en réplique, enregistré le 25 novembre 2011, présenté pour l'association HOSPITALOR, par lequel la requérante limite ses conclusions à la réformation de l'arrêté 2011 DISAS-181-PA/PH en date du 25 mai 2011 et à ce que les dépenses d'hébergement de l'EHPAD «Les Iris» à Onville, soient fixées à 1 202 353 euros ;

Elle fait valoir que :

- la décision ne prend pas en compte les normes comptables sectorielles applicables à l'établissement ni l'instruction budgétaire M 22 ;
- elle méconnaît les principes posés par l'article R 314-15 du code de l'action sociale et des familles ;
- les propositions de modification budgétaire ne sont pas motivées, en violation des dispositions de l'article L 314-7 du code de l'action sociale et des familles ;
- elle établit ne pouvoir adapter son fonctionnement aux propositions ;

VU la décision attaquée ;

VU les autres pièces du dossier ;

VU le courrier du président du Tribunal adressé à l'association HOSPITALOR et la réponse de celle-ci, en date du 14 février 2012 ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

APRÈS avoir entendu à la séance publique du 30 mars 2012 à laquelle les parties ont été dûment convoquées :

- M^{me} ROUSSELLE, rapporteur, en son rapport ;
- Me PORTELLI, pour le département de Meurthe-et-Moselle et M^{me} Weltz, responsable du service juridique du département de Meurthe-et-Moselle, en leurs observations ;
- M^{me} GUIDI, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;

APRÈS en avoir délibéré ;

SUR l'étendue du litige :

CONSIDERANT que, dans le dernier état de ses écritures, l'Association HOSPITALOR limite ses conclusions à la réformation de l'arrêté 2011 DISAS-181-PA/PH en date du 25 mai 2011 et à ce que les dépenses d'hébergement de l'EHPAD «Les Iris» à Onville soient fixées à 1 202 353 euros ; qu'elle a ainsi entendu se désister de ses conclusions tendant à l'annulation de cet arrêté, ainsi que celles tendant à la condamnation du département de Meurthe-et-Moselle à assurer le financement des intérêts des découverts bancaires estimés à 10 000 euros et à lui verser 50 000 euros au titre des frais engagés dans le cadre de l'action contentieuse ; que ce désistement est pur et simple et qu'il y a lieu de lui en donner acte ; qu'en égard au désistement de ses conclusions en annulation, la requérante ne saurait utilement faire valoir que les abattements effectués par l'autorité de tarification seraient insuffisamment motivés, un tel moyen ne pouvant être énoncé qu'à l'appui de conclusions en annulation ;

SUR le surplus :

En ce qui concerne les conclusions à fin de réformation :

CONSIDERANT en premier lieu qu'il résulte de l'instruction que, en vue de contribuer à la rénovation des bâtiments de l'EHPAD «Les Iris» à Onville, l'association HOSPITALOR a bénéficié d'une subvention d'investissement d'un montant de 1 285 982 euros versée par le conseil général de Meurthe-et-Moselle et a conclu avec ce dernier, le 15 avril 2005, une convention ; que l'article 6 de ladite convention stipule que l'amortissement de la subvention sera d'une durée égale à celle retenue pour l'amortissement du bien qu'elle contribue à financer ; que le département de Meurthe-et-Moselle a pu ainsi, sans méconnaître les termes de cette convention, qui concerne exclusivement la durée de l'amortissement et non le rythme auquel il s'accomplit, choisir un amortissement progressif jusqu'à amortissement complet de la subvention ;

CONSIDÉRANT en second lieu que les principes posés aux articles 362-1 et 447/77 du Plan comptable général, et la réglementation comptable M22 ne sauraient faire obstacle à la faculté, pour l'autorité de tarification de modifier la méthode d'amortissement des biens au cours des exercices de leur utilisation ;

CONSIDERANT qu'il résulte de ce qui précède que les conclusions de l'association HOSPITALOR aux fins de réformation de l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle 2011 DISAS-181-PA/PH en date du 25 mai 2011 relatif aux tarifs d'hébergement et de dépendance de l'EHPAD «Les Iris» à Onville doivent être rejetées ;

En ce qui concerne l'allocation des frais irrépétibles :

CONSIDERANT qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Association HOSPITALOR une somme de 1 000 euros à verser au département de Meurthe-et-Moselle au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ; qu'en revanche, les conclusions à ce titre de l'Association HOSPITALOR, partie perdante, ne peuvent qu'être rejetées ;

DECIDE

Article 1er : Il est donné acte à l'Association HOSPITALOR de son désistement partiel de ses conclusions tendant à l'annulation de l'arrêté 2011 DISAS-181-PA/PH en date du 25 mai 2011, ainsi que celles tendant à la condamnation du département de Meurthe-et-Moselle à assurer le financement des intérêts des découverts bancaires estimés à 10 000 euros et à lui verser 50 000 euros au titre des frais engagés dans le cadre de l'action contentieuse.

Article 2 : Le surplus des conclusions de la requête de l'Association HOSPITALOR est rejeté.

Article 3 : L'Association HOSPITALOR versera au département de Meurthe-et-Moselle la somme de 1 000 euros (mille euros) au titre des frais irrépétibles.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'Association HOSPITALOR et au président du conseil général de Meurthe et Moselle.

Il sera inséré, par extraits, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Délibéré par le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans sa séance du 30 mars 2012, où siégeaient M. VINCENT, Président, M. CHABROL, M^{me} DUPONT-DARRAS, M. BOUY, M. DELENA et M^{me} ROUSSELLE, rapporteur.

Le rapporteur,
P. ROUSSELLE

Le président,
P. VINCENT

Le greffier,
D. SAURIN

La République mande et ordonne au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER DE LORQUIN****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours sur titres du 18 mai 2012 pour le recrutement de six Ouvriers Professionnels Qualifiés « Spécialité Conduite de Véhicules »**

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de LORQUIN en application de l'article 13-II du Décret n° 91-45 du 14 janvier 1991, modifié, portant statuts particuliers des Personnels Ouvriers, des Conducteurs Ambulanciers et des Personnels d'Entretien et de Salubrité de la Fonction Publique Hospitalière, en vue de pourvoir SIX postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés « Spécialité Conduite de Véhicules », vacant dans l'établissement.

I) Peuvent être admis à concourir les candidats titulaires soit :

- * d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
- * d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
- * d'une équivalence délivrée par la Commission instituée par le Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la Fonction Publique,
- * d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le Ministre chargé de la Santé.

De plus, les candidats doivent justifier de la détention du permis de conduire : Catégorie B, en cours de validité.

Le concours est ouvert à partir du 21 mai 2012.

II) Dépôt des candidatures.

Les candidatures accompagnées d'un Curriculum Vitae et d'une copie certifiée conforme du Certificat ou du diplôme, ainsi que du permis de conduire sont à adresser à :

Madame la Directrice des Ressources Humaines
05, Rue du Général de Gaulle
57 790 LORQUIN
avant le 20 juin 2012.

Lorquin, le 18 mai 2012

Par délégation,
La Directrice Adjointe,
Valérie ESSELIN-ASTIER

